

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 26

7 janvier 2009

### SOMMAIRE

Allianz European Pension Investments ...	1207	Ildiko Holding S.A. ....	1248
Allianz Global Investors Fund .....	1209	International Real Estate Portfolio 08/09 - Microcap Coordination S.C.A., SICAR ..	1211
Altair Holding S.A. ....	1232	Inversiones Viso S.A. ....	1202
Avripark S.à r.l. ....	1233	Klengé Snack S.à r.l. ....	1234
Bakery Equity Luxembourg S.A. ....	1225	Lotus Shipping Enterprises S.A. ....	1230
Bakery Equity Luxembourg S.A. ....	1210	Lurova S.A. ....	1206
Baltoro Participations S.A. ....	1229	Luxembourg Yachting Services S.A. ....	1231
Beteiligungsgesellschaft Friedrich S.A. ...	1234	Mapo S.A. ....	1233
BIG Optimum SICAV .....	1210	Meuse Invest S.à r.l. ....	1219
BSG Energy (Luxembourg) S.à r.l. ....	1231	MOOR PARK MB 7 Hannover-Bornum S.à r.l. ....	1224
Comgest Panda .....	1208	Pictet Funds (LUX) .....	1207
Compagnie Luxembourgeoise de Bâti- ments et d'Entreprises .....	1231	Pictet Sicav II .....	1205
Compagnie Luxembourgeoise de Bâti- ments et d'Entreprises .....	1228	Powercom S.A. ....	1233
Compagnie Luxembourgeoise de Bâti- ments et d'Entreprises .....	1228	Premier Holding S.A. ....	1228
Compagnie Luxembourgeoise de Bâti- ments et d'Entreprises .....	1228	Promotions Générales Luxembourg S.A. .....	1246
Continentrale de Gestion S.A. ....	1229	Riganti Forging S.A. ....	1230
Currency Overlay Fund .....	1203	Riganti Forging S.A. ....	1232
Deka-GlobalMakro .....	1210	Rocha S.à r.l. ....	1233
Divine Finance S.A. ....	1232	RP Rendite Plus .....	1208
DreiP AG et Cie. S.e.c.s. ....	1246	Satisfactory .....	1202
Electrolux Luxembourg S.à r.l. ....	1244	Schelde Investments S.à r.l. ....	1221
Entre-Dirigeants.com S.A. ....	1235	Schreinerei Thomé s.à r.l. ....	1234
Espirito Santo Tourism (Europe) S.A. ....	1229	Signal Lux Investment S.A. ....	1206
Fidelity Funds .....	1248	Signal Holding S.A. ....	1206
Finbelux S.A. ....	1204	Sim Consulting S.A. ....	1240
Fingamma S.A. ....	1230	SSF Invest S.à r.l. ....	1227
Fingamma S.A. ....	1232	Triton Masterluxco 2 S.à r.l. ....	1246
Fingamma S.A. ....	1230	Um Will's Pull A.G. ....	1235
Gifran International S.A. ....	1231	Urbatecnic S.à r.l. ....	1247
Idea Coiffure S.à r.l. ....	1229	Veiner Gedrinkshandel S.à r.l. ....	1234
IGNI .....	1203	Wischbone S.A. ....	1202

**Satisfactory, Société Anonyme.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.  
R.C.S. Luxembourg B 41.603.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de notre société qui se tiendra extraordinairement au siège social en date du 23 janvier 2009 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes au 31 décembre 2007;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2007;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire;
4. Elections statutaires;
5. Question de la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée;
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008159135/18.

---

**Inversiones Viso S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 50.558.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra mardi, le 27 janvier 2009 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2007.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Ratification de la cooptation de Monsieur Xavier SOULARD comme administrateur jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2012.
7. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009002283/29/20.

---

**Wischbone S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 20.543.

La première Assemblée Générale Extraordinaire convoquée pour le 6 janvier 2009 à 15.00 heures n'ayant pu délibérer sur le point de l'ordre du jour faute de quorum de présence,

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 11 février 2009 à 15.00 heures à Luxembourg à l'Etude de Maître Joëlle Baden avec pour

*Ordre du jour:*

1. Soumission de la société à la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).
2. Changement de la dénomination de la société en «WISCHBONE S.A., SPF».
3. Modification de l'article 4 des statuts de la société relatif à l'objet pour lu donner la teneur suivante: «La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation

d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte. Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quelque soit le droit qui leur est applicable. D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la Loi du 11 mai 2007 relative aux sociétés de gestion de patrimoine familial.»

4. Ajout d'un alinéa à l'article 5: «Les actions ne peuvent être détenues que par des investisseurs éligibles au sens de l'article 3 de la loi SPF»

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008159460/755/38.

**IGNI, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 60.894.

Les actionnaires de la Société sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le lundi 26 janvier 2009 à 11.00 heures au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 30.09.2008
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Les actionnaires nominatifs qui souhaitent prendre part à cette Assemblée doivent, dans les mêmes délais, faire connaître à la Société leur intention d'y participer.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009002286/584/26.

**Currency Overlay Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 131.968.

As the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 23 December 2008 could not validly deliberate and vote on the proposed agenda due to lack of quorum, the shareholders of the Company are hereby convened by the board of directors of the Company (the "Board") to the reconvened

## EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

(the "Meeting") which will be held at 2, place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg on 6 February 2009, at 3.00 p.m., or at any adjournment thereof, for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

*Agenda:*

1. Amendment of article 4 of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") in order to authorise the Board to transfer the registered office of the Company to any place in the Grand Duchy of Luxembourg, to the extent permitted by law.
2. Amendment of article 5 of the Articles to allow the Board to consolidate or split the shares of the Company.
3. Amendment of article 15 of the Articles to permit the holding of Board meetings by visio-conference or other telecommunication means.
4. Amendment of the second paragraph of article 18 of the Articles to provide, in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, that the provisions of such paragraph regarding conflicting interests do not apply where the decision of the Board relates to current operations entered into under normal conditions.
5. Amendment of article 23 of the Articles in order to reschedule the annual general meeting of the shareholders on the fourth Tuesday of the month of September at 2.00 p.m.
6. Amendment of article 24 of the Articles to allow the Board to authorize the shareholders to act at any meeting of shareholders by visio-conference or other telecommunication means.
7. Amendment of article 24 of the Articles to provide that the resolutions of a shareholders' meeting will be passed by a majority of the votes cast.

*Voting*

In accordance with the provisions of article 67-1 of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, there is no quorum required for this Meeting and the resolutions will be passed by a majority of two-thirds of the votes cast by the shareholders present or represented at the Meeting. Votes cast shall not include votes attaching to shares represented at the Meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The text of the proposed amendments to the Articles is available free of charge, at the registered office of the Company.

*Voting arrangements*

Shareholders may vote in person or by proxy.

Shareholders who will not be able to attend the Meeting may be represented by power of proxy, the form of which is available at the registered office of the Company. The proxy form shall be executed and returned by no later than the close of business in Luxembourg on 5 February 2009 at the registered office of the Company. Proxies received at the first extraordinary general meeting of 23 December 2008 will be valid for this Meeting unless they are revoked.

*By order of the Board of Directors.*

Référence de publication: 2009002282/755/43.

**Finbelux S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 77.948.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

## L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 27 janvier 2009 à 11.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

1. Modification de l'article 4 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:  
"La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.  
Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières

premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quelque soit le droit qui leur est applicable. D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la Loi du 11 mai 2007 relative aux sociétés de gestion de patrimoine familial."

2. Changement de la dénomination de la société en "FINBELUX S.A., SPF".
3. Réduction du capital social de la Société pour le ramener de son montant actuel de deux millions trois cent mille euros (2.300.000,00) euros à huit cent quarante mille (840.000,00) euros par remboursement de un million quatre cent soixante mille (1.460.000,00) euros aux actionnaires.
4. Modifications de l'article 5 des statuts de la Société par ajout du paragraphe suivant:  
 "Il est expressément prévu que la titularité de chaque action représentative du capital social souscrit pourra être exercée soit en pleine propriété, soit en usufruit par actionnaire dénommé "usufruitier" et en nue-propriété par un autre actionnaire dénommé "nu-propriétaire".  
 Les droits attachés à la qualité d'usufruitier et conférés par chaque action sont déterminés ainsi qu'il suit:  
 - droits sociaux dans leur ensemble,  
 - droits de vote aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires,  
 - droit aux dividendes,  
 - droit préférentiel de souscription des actions nouvelles en cas d'augmentation de capital.  
 Les droits attachés à la qualité de nu-propriétaire et conférés par chaque action sont ceux qui sont déterminés par le droit commun et en particulier le droit au produit de la liquidation de la société.  
 La titularité de l'usufruit ou de la nue-propriété des actions sera matérialisée et établie de la façon suivante:  
 - Si les actions sont nominatives, par inscription dans le registre des actionnaires:  
 - en regard du nom de l'usufruitier de la mention usufruit,  
 - en regard du nom du nu-propriétaire de la mention nue-propriété,  
 - Si les actions sont au porteur:  
 - par le manteau des actions à attribuer au nu-propriétaire,  
 par les coupons des actions à attribuer à l'usufruitier."
5. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009002281/755/57.

### **Pictet Sicav II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 108.950.

Les actionnaires de la société sont avisés que l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 19 décembre 2008 n'a pu délibérer à défaut de quorum de présence. Une nouvelle

#### **ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

se tiendra en conséquence au siège social de la Société, 1 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, le 23 janvier 2009 à 14h30, avec le même ordre du jour, à savoir:

#### *Ordre du jour:*

- Modification du 3<sup>ème</sup> paragraphe de l'article 21 des statuts
- Modification du dernier paragraphe de l'article 21 des statuts
- Modification du premier paragraphe de l'article 23 des statuts
- Modification de l'article 23 des statuts afin de retirer le point C; renumérotation des paragraphes suivants
- Modification du premier paragraphe de l'article 24 des statuts
- Divers.

A cette nouvelle assemblée, les décisions seront prises sans exigences de quorum à la majorité des deux tiers des actions présentes et représentées.

Les actionnaires ne pouvant assister en personne à l'assemblée peuvent s'y faire représenter au moyen d'une procuration disponible au siège social de la Société. Cette procuration dûment complétée devra être renvoyée au siège social de la Société, pour le 22 janvier 2009 au plus tard.

La procuration précédemment envoyée restera toutefois valable.

Le texte des modifications des statuts peut être consulté, sans frais, au siège social de la Société.

*Pour le compte du Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008156374/755/26.

---

**Lurova S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 117.539.

The shareholders are convened to the:

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

which will be held at the registered office of the company on *19th January 2009* at 10.00 A.M., with the following agenda:

*Agenda:*

1. Decision to reduce the subscribed capital of the company;
2. Amendment of the article 5 of the Articles of Incorporation;
3. Miscellaneous.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2008157908/780/14.

---

**Signal Lux Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 18.458.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société "SIGNAL LUX INVESTMENT S.A." qui se réunira extraordinairement le jeudi *15 janvier 2009* à 15.00 heures, au 1B, Heienhaff L-1736 Senningerberg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Transfert du siège social de la Société;
2. Démission du Commissaire aux Comptes de la Société et nomination d'un Commissaire aux Comptes en remplacement;
3. Divers.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire ne requièrent pas de quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actions présentes ou représentées.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008158542/6341/18.

---

**Signal Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 37.010.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,**

qui aura lieu le *15 janvier 2008* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2008.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008158644/1023/17.

---

**Pictet Funds (LUX), Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 38.034.

Les actionnaires de la société sont avisés que l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 19 décembre 2008 n'a pu délibérer à défaut de quorum de présence. Une nouvelle

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

se tiendra en conséquence au siège social de la Société, 3 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, le 23 janvier 2009 à 14 heures, avec le même ordre du jour, à savoir:

*Ordre du jour:*

- Modification du 3<sup>ème</sup> paragraphe de l'article 21 des statuts
- Modification du dernier paragraphe de l'article 21 des statuts
- Modification du premier paragraphe de l'article 23 des statuts
- Modification de l'article 23 des statuts afin de retirer le point C
- Modification du premier paragraphe de l'article 24 des statuts
- Divers.

A cette nouvelle assemblée, les décisions seront prises sans exigences de quorum à la majorité des deux tiers des actions présentes et représentées.

Les actionnaires ne pouvant assister en personne à l'assemblée peuvent s'y faire représenter au moyen d'une procuration disponible au siège social de la Société. Cette procuration dûment complétée devra être renvoyée au siège social de la Société, pour le 22 janvier 2009 au plus tard.

La procuration précédemment envoyée restera toutefois valable.

Le texte des modifications des statuts peut être consulté, sans frais, au siège social de la Société.

*Pour le compte du Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008156378/755/26.

**Allianz European Pension Investments, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 117.986.

NOTICE is hereby given that the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of Shareholders of Allianz European Pension Investments SICAV ("the Company") will be held at its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, at 11.15 a.m. CET on 16 January 2009 for the purpose of considering and voting upon the following matters:

*Agenda:*

1. To accept the Directors' and Auditor's reports and to adopt the financial statements as well as the use of income (if any) for the year ended 30 September 2008.
2. To exonerate the Directors from their responsibilities for all actions taken within their mandate during the year ended 30 September 2008.
3. To re-elect Ms Elizabeth Corley, Mr Horst Eich, Mr Wilfried Siegmund, Mr Camillo Candia and Dr Michael Hessling as Directors.
4. To re-elect PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., Luxembourg, as Auditor.
5. To decide on any other business which may properly come before the Meeting.

*Voting:*

Resolutions on the Agenda may be passed without a quorum by simple majority of the votes cast thereon at the Meeting.

*Voting Arrangements:*

Authorized to attend and vote at the meeting are shareholders who are able to provide a confirmation from their depository bank or institution showing the number of shares held by the Shareholder, including a confirmation that their shares are blocked until the day following the Shareholder's Meeting date to the registered office of the Company at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, not later than 3 days before the time fixed for holding the meeting or adjourned meeting.

Any shareholders entitled to attend and vote at the meeting shall be entitled to appoint a proxy to vote on his/her behalf. The proxy form, in order to be valid, must be duly completed and signed under the hand of the appointor or his/

her attorney or if the appointor is a corporation, under its common seal or under the hand of a duly authorised officer, and sent to the registered office of the Company or the Transfer Agent RBC Dexia Investor Services Bank S.A., Luxembourg, to arrive not later than 3 days before the time fixed for holding the meeting or adjourned meeting.

Proxy forms for use by registered shareholders can be obtained from the registered office of the Company. A person appointed a proxy need not be a shareholder of the Company. The appointment of a proxy will not preclude a shareholder from attending the meeting.

Senningerberg, December 2008.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2008156715/755/38.

**Comgest Panda, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 58.116.

The Board of Directors of COMGEST PANDA is hereby pleased to invite you to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

that will be held on *January 19, 2009* at 11:00 a.m. at the Registered Office of the Company for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

*Agenda:*

1. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor.
2. Approval of the financial statements as at September 30, 2008.
3. Allocation of results.
4. Discharge to the Directors in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended on September 30, 2008.
5. Statutory elections.
6. Miscellaneous.

The Shareholders are aware that no quorum is needed for the meeting to pass a valid resolution. Resolutions will be passed by a simple majority of the Shareholders present or represented.

Registered Shareholders have to inform the Board of Directors of the Company by mail of their intention to attend the Meeting at least five business days prior to the date of the Meeting.

Registered Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed, dated and signed proxy form no later than five business days prior to the date of the Meeting to Mrs Marie Bernot, CACEIS Bank Luxembourg, at 5 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (fax: 00352.47.67.45.44).

With a view to validate your proxy, we would be very grateful if you could send us (to Mrs Marie Bernot) with the proxy a copy of your valid ID Card / passeport or the updated list of the authorised signatures, in the case you act on behalf of a company. For lack of the disposal of the above-mentioned identification documents, your proxy will not be taken into consideration.

Proxy forms can be obtained from the Registered Office of the Company.

The annual report as at September 30, 2008 can be obtained from the Registered Office of the Company.

*THE BOARD OF DIRECTORS.*

Référence de publication: 2008156377/755/32.

**RP Rendite Plus, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 94.920.

Hiermit wird angekündigt, dass die

**JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG**

der Anteilhaber der RP Rendite Plus SICAV ("die Gesellschaft") am *16. Januar 2009* um 11:45 Uhr MEZ am Gesellschaftssitz 6A, route de Trèves in L-2633 Senningerberg, Luxemburg stattfinden wird, um die folgenden Tagesordnungspunkte zu erörtern und darüber abzustimmen:

*Tagesordnung:*

1. Billigung der Berichte des Verwaltungsrats und der Abschlussprüfer sowie Verabschiedung des Jahresabschlusses und der Verwendung der Erträge (ggf.) für das Geschäftsjahr bis 30. September 2008.
2. Entlastung des Verwaltungsrats von seiner Verantwortung für alle Maßnahmen, die im Rahmen seines Mandates während des Geschäftsjahres bis 30. September 2008 ergriffen wurden.
3. Genehmigung der Vergütung des Verwaltungsrats für das zum 30. September 2008 abgelaufene Geschäftsjahr.



4. Wiederwahl der Herren Wilfried Siegmund, Horst Eich und Herbert Wunderlich als Verwaltungsratsmitglieder.
5. Wiederwahl von KPMG Audit S.à r.l., Luxemburg zum Abschlussprüfer.
6. Beschluss über sonstige Angelegenheiten, die ordnungsmäßig auf der Versammlung vorgebracht werden.

*Abstimmung:*

Die Beschlüsse auf der Tagesordnung können ohne Quorum mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst werden.

*Abstimmungsregelung:*

Um an der Versammlung teilnehmen und dort abstimmen zu können, müssen Anteilhaber eine Bescheinigung ihrer Depotbank oder ihres Finanzinstituts vorweisen, aus der die Anzahl der Anteile hervorgeht, die der Anteilhaber hält, einschließlich einer Bescheinigung, dass seine Anteile bis zum Tag nach der Anlegerversammlung gesperrt sind. Diese Bescheinigung muss am Sitz der Gesellschaft 6A, route de Trèves in L-2633 Senningerberg spätestens 3 Tage vor dem anberaumten Termin der Versammlung oder vertagten Versammlung vorliegen.

Alle Anteilhaber, die zur Teilnahme und Abstimmung berechtigt sind, können einen Stellvertreter beauftragen, der in ihrem Namen abstimmt. Eine entsprechende Vollmacht ist nur gültig, wenn sie vom Ernennenden oder dessen Bevollmächtigten ordnungsgemäß von Hand ausgefüllt und unterzeichnet ist oder, wenn der Ernennende eine Körperschaft ist, mit dessen Firmensiegel versehen ist oder von einem ordnungsgemäß bevollmächtigten Angestellten von Hand ausgestellt und an den Sitz der Gesellschaft oder der Transferstelle RBC Dexia Investor Services Bank S.A., Luxembourg geschickt wird. Die Vollmacht muss spätestens 3 Tage vor dem anberaumten Termin der Versammlung bzw. vertagten Versammlung vorliegen.

Vollmachtsvordrucke für eingetragene Anteilhaber sind am Sitz der Gesellschaft erhältlich. Ein beauftragter Stellvertreter muss kein Anteilhaber der Gesellschaft sein. Durch die Ernennung eines Stellvertreters sind die Anteilhaber nicht von der Teilnahme an der Versammlung ausgeschlossen.

Senningerberg, Dezember 2008.

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2008156720/755/40.

**Allianz Global Investors Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 71.182.

NOTICE is hereby given that the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of Shareholders of Allianz Global Investors Fund SICAV ("the Company") will be held at its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, at 11.00 a.m. CET on *16 January 2009* for the purpose of considering and voting upon the following matters:

*Agenda:*

1. To accept the Directors' and Auditor's reports and to adopt the financial statements as well as the use of income (if any) for the year ended 30 September 2008.
2. To exonerate the Directors from their responsibilities for all actions taken within their mandate during the year ended 30 September 2008.
3. To re-elect Mr Horst Eich, Mr Wilfried Siegmund and George McKay as Directors.
4. To co-opt Mr Martyn Cuff as Director.
5. To re-elect PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., Luxemburg, as Auditor.
6. To decide on any other business which may properly come before the Meeting.

*Voting:*

Resolutions on the Agenda may be passed without a quorum by simple majority of the votes cast thereon at the Meeting.

*Voting Arrangements:*

Authorized to attend and vote at the meeting are shareholders who are able to provide a confirmation from their depository bank or institution showing the number of shares held by the Shareholder, including a confirmation that their shares are blocked until the day following the Shareholder's Meeting date to the registered office of the Company at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, not later than 3 days before the time fixed for holding the meeting or adjourned meeting.

Any shareholders entitled to attend and vote at the meeting shall be entitled to appoint a proxy to vote on his/her behalf. The proxy form, in order to be valid, must be duly completed and signed under the hand of the appointor or his/her attorney or if the appointor is a corporation, under its common seal or under the hand of a duly authorised officer,

and sent to the registered office of the Company or the Transfer Agent RBC Dexia Investor Services Bank S.A., Luxembourg, to arrive not later than 3 days before the time fixed for holding the meeting or adjourned meeting.

Proxy forms for use by registered shareholders can be obtained from the registered office of the Company. A person appointed a proxy need not be a shareholder of the Company. The appointment of a proxy will not preclude a shareholder from attending the meeting.

Senningerberg, December 2008.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2008156717/755/38.

---

**BIG Optimum SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 89.649.

—  
The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of BIG Optimum SICAV will be held at the company's registered office on *January 15, 2008* at 3.00 p.m.

*Agenda:*

1. Submission of the Directors' and the Auditor's Report
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended as at September 30, 2008
3. Allocation of the net results
4. Discharge to the Directors
5. Statutory Appointments
6. Miscellaneous

Shareholders are advised that no quorum is required for the adoption of resolutions by the Meeting and that resolutions will be passed by a majority of the votes cast by those shareholders present or represented at the Meeting.

In order to attend the meeting, shareholders are required to block their shares at the depositary, 5 days prior to the meeting and to provide the registered office of the company with the related certificate, stating that these shares remain blocked until the end of the Annual General Meeting.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2008158648/584/23.

---

**Deka-GlobalMakro, Fonds Commun de Placement.**

Die Deka International S.A., Luxemburg, als Verwaltungsgesellschaft des nach Teil I des luxemburgischen Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen errichteten Investmentfonds (fonds commun de placement) teilt hierdurch mit, dass das Liquidationsverfahren für den vorgenannten Investmentfonds abgeschlossen wurde.

Der Liquidationserlös wurde vertragsgemäß an die Anteilinhaber verteilt.

Luxemburg, im Januar 2009.

Deka International S.A.

*Die Geschäftsführung*

Référence de publication: 2009002289/755/12.

---

**Bakery Equity Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 90.296.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2008.

M. SCHAEFFER.

Référence de publication: 2008159467/5770/10.

(080192341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

---

**International Real Estate Portfolio 08/09 - Microcap Coordination S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 143.502.

—  
STATUTEN

Im Jahre zweitausendacht, am achten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

1. Microcap Coordination S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht, mit Sitz in 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxemburg,

hier ordnungsgemäß vertreten durch Julia BLUNCK, Rechtsanwalt, berufsansässig in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 2. Dezember 2008.

2. ÄVWL LUX-FIS, handelnd für Rechnung ihres Teilfonds ÄVWL-Alternatives, ordnungsgemäß vertreten durch die Ferrum Pension Management S.à r.l., eine Luxemburger Verwaltungsgesellschaft mit beschränkter Haftung gemäß Kapitel 14 des Gesetzes vom 20 Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen, mit Sitz in 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxemburg,

hier ordnungsgemäß vertreten durch Julia BLUNCK, Rechtsanwalt, berufsansässig in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 2. Dezember 2008.

3. Feri Institutional Advisors GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, mit Sitz in D-61348 Bad Homburg, Haus am Park, Rathausplatz, 8-10,

hier ordnungsgemäß vertreten durch Julia BLUNCK, Rechtsanwalt, berufsansässig in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Bad Homburg (Deutschland), am 2. Dezember 2008.

Die Vollmachten werden, nach Unterzeichnung und Paraphierung "ne varietur" durch die erschienenen Parteien und den unterzeichneten Notar der vorliegenden Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben bei den für Registrierungen zuständigen Behörden eingereicht zu werden.

Die erschienenen Parteien haben den beurkundenden Notar ersucht, die nachfolgende Satzung einer Kommanditgesellschaft auf Aktien in Form einer Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital (société d'investissement en capital à risque, SICAR), zu beurkunden, die wie folgt unter den Parteien gegründet werden soll:

**Art. 1. Name.** Hiermit wird zwischen vorbenannten Parteien und denjenigen, die in Zukunft Inhaber auszugebender Aktien (die "Aktien") werden, eine Kommanditgesellschaft auf Aktien (KGaA) in der Form einer Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital (société d'investissement en capital à risque, SICAR) unter dem Namen International Real Estate Portfolio 08/09 - Microcap Coordination S.C.A., SICAR (die "Gesellschaft") gegründet.

Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital, einschließlich der Änderungen und Ergänzungen dieses Gesetzes (das "Gesetz von 2004").

**Art. 2. Gesellschaftssitz.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften oder sonstige Büros können durch Beschluss des Komplementärs sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden. Innerhalb ein und derselben Gemeinde kann der Sitz durch einfachen Beschluss des Komplementärs verlegt werden.

Sollten nach Ansicht des Komplementärs außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse vorliegen oder bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die ungestörte Kommunikation zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann bis zur vollständigen Behebung dieser ungewöhnlichen Umstände der Sitz zeitweilig ins Ausland verlegt werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Zugehörigkeit der Gesellschaft zu Luxemburg; letztere bleibt ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine Luxemburger Gesellschaft.

**Art. 3. Dauer.** Die Gesellschaft beginnt mit der notariellen Beurkundung dieser Satzung. Die Laufzeit der Gesellschaft endet grundsätzlich am 31. Dezember 2020. Die Hauptversammlung kann unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens drei Viertel der abgegebenen Stimmen entscheiden, die Laufzeit der Gesellschaft dreimal um jeweils ein (1) Jahr zu verlängern. Falls das vorbenannte Anwesenheitsquorum in einer ersten Hauptversammlung nicht erreicht werden sollte, kann im Rahmen einer zweiten Hauptversammlung ohne Einhaltung eines Anwesenheitsquorums über die Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft entschieden werden.

**Art. 4. Gesellschaftszweck.** Der Zweck der Gesellschaft ist die Anlage der ihr zur Verfügung stehenden Gelder in Risikokapital im weitesten Sinne von Artikel 1 des Gesetzes von 2004.

Die Gesellschaft kann die ihr zur Verfügung stehenden Gelder auch in andere gesetzlich zulässige und im Einklang mit der Satzung stehenden Vermögenswerten anlegen.

Überdies kann die Gesellschaft solche Maßnahmen ergreifen und solche Geschäfte durchführen, die sie für die Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks für angebracht erachtet und die im Sinne des Gesetzes von 2004 in seiner weitesten Auslegungsmöglichkeit zulässig sind.

**Art. 5. Haftung.** Die Microcap Coordination S.à r.l. ist Komplementär der Gesellschaft (der "Komplementär"). Als solches ist er Geschäftsführer (gérant) und Aktionär der Gesellschaft. Er hält eine Aktie - die "Komplementärsaktie" -, die nicht übertragbar ist und weder zu Dividendenzahlungen noch zu Kapitalrückführungen berechtigt. Der Komplementär haftet persönlich und unbeschränkt für die Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die nicht aus deren Vermögen bezahlt werden können.

Die Kommanditaktionäre (im folgenden die "Aktionäre") haben keinerlei Vertretungsbefugnisse im Zusammenhang mit der Gesellschaft. Einzig im Rahmen der Hauptversammlung können die Aktionäre ihre Aktionärsrechte ausüben. Sie haften Dritten gegenüber nur in der Höhe ihrer Einlage.

**Art. 6. Bestimmung der Anlageziele sowie der Anlagepolitik.** Im Einklang mit dem Inhalt des Verkaufsprospektes und den Bestimmungen vorliegend anwendbarer Gesetze und Rechtsvorschriften bestimmt der Komplementär durch Beschluss sowohl die Anlageziele und die Anlagepolitik der Gesellschaft als auch die Art und Weise der diesbezüglichen Geschäftsleitung und Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft.

### Art. 7. Kapital

(a) Das Kapital der Gesellschaft wird durch Aktien ohne Nennwert verkörpert und entspricht zu jeder Zeit dem Gesamtwert des Nettovermögens der Gesellschaft gemäß Artikel 13 dieser Satzung. Der Mindestbetrag des Kapitals der Gesellschaft liegt gemäß den gesetzlichen Vorschriften bei einer Million Euro (EUR 1.000.000,-) und ist innerhalb von zwölf (12) Monaten nach Zulassung der Gesellschaft als Investmentgesellschaft zur Anlage von Risikokapital gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts zu erreichen.

(b) Das Gründungskapital beträgt 582.000,- Euro und ist in eine Aktie, die durch den Komplementär gehalten wird (die "Komplementärsaktie"), in 580 Kommanditaktien der Aktienklasse A und in 1 Kommanditaktie der Aktienklasse D jeweils ohne Nennwert eingeteilt. Bei der Gesellschaftsgründung wurden die Komplementärsaktie und die Kommanditaktie der Aktienklasse D vollständig und die Kommanditaktien der Aktienklasse A in Höhe von 5% eingezahlt. Das weitere Einzahlungsverfahren hinsichtlich der Aktien der Aktienklasse A wird durch den Komplementär bestimmt und im Verkaufsprospekt näher beschrieben.

(c) Der Komplementär kann im Einklang mit den Bestimmungen und entsprechend den Anforderungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, einschließlich der Änderungen und Ergänzungen dieses Gesetzes (das "Gesetz von 1915") durch Beschluss Aktienklassen bilden. Deren Merkmale, Modalitäten und Bedingungen werden durch den Komplementär bestimmt und in den Verkaufsprospekt mit aufgenommen.

(d) Das Gesellschaftskapital entspricht zu jeder Zeit der Gesamtheit des Nettovermögens der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Gesellschaft erhöhen oder vermindern.

**Art. 8. Aktien und Aktienzertifikate.** Die Kommanditaktien (nachfolgend die "Aktien") sind ausschließlich sachkundigen Anlegern im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2004 vorbehalten.

Die Aktien werden als Namensaktien ausgegeben.

Für die Aktien wird ein Aktionärsregister am Firmensitz der Gesellschaft geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung jeder Aktie. Die Eintragung im Aktionärsregister wird durch eine oder mehrere vom Komplementär durch Beschluss bestimmte Person(en) unterzeichnet.

Aktienzertifikate zu Aktien werden lediglich auf Antrag und Kosten des Aktionärs ausgestellt. Es wird dem Aktionär jedoch immer eine Bestätigung der Eintragung im Aktionärsregister zugestellt. Beantragte Aktienzertifikate werden binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Aktien eingegangen sind. Aktienzertifikate werden durch zwei vom Komplementär durch Beschluss bestimmte und bevollmächtigte Personen unterzeichnet.

Die Übertragung einer Namensaktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, sowie durch Einreichung des Aktienzertifikates, falls ausgegeben, durchgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen.

Werden Aktien an der Gesellschaft im Sicherungsvermögen eines deutschen Versicherungsunternehmens geführt, darf das betreffende Versicherungsunternehmen über diese Aktien nur bei vorheriger schriftlicher Zustimmung des gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes ("VAG") bestellten Treuhänders für das Sicherungsvermögen oder seines Stellvertreters verfügen, oder (im Falle von Niederlassungen von Versicherungsunternehmen mit Sitz außerhalb des EWR) gemäß § 110 VAG nur mit Zustimmung der zuständigen deutschen Aufsichtsbehörde.

Jeder Inhaber von Aktien muss der Gesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung im Aktionärsregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft zugunsten von Inhabern von Aktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Gesellschaft die Änderung seiner Adresse im Register beantragen.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktionärsregister eingetragen wird. Die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft sein, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt. Sofern eine Einigung auf einen solchen Stellvertreter nicht innerhalb von 2 Monaten gelingt, gilt die im Alphabet zuerst genannte Person automatisch als Stellvertreter gegenüber der Gesellschaft.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata Basis.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung, wie im Verkaufsprospekt näher erläutert, eingegangen ist.

Falls ein Aktionär Aktien der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2004 sein.

**Art. 9. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten.** Kann ein Aktionär gegenüber der Gesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat über eine ihm gehörende Aktie abhanden gekommen oder zerstört worden ist, wird die Gesellschaft auf seinen Antrag ein Ersatzzertifikat ausgeben. Diese Ausgabe unterliegt den von der Gesellschaft aufgestellten Bedingungen, mit inbegriffen eine Entschädigung, eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit der Gesellschaft unterschrieben sein muss. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die Gesellschaft zurückzugeben und werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

Die Gesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für solche Kosten zu verlangen, die durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalaktienzertifikates entstanden sind.

**Art. 10. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien.** Aktien an der Gesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Artikel 2 des Gesetzes von 2004 vorbehalten. Des weiteren kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktieninhaber oder der Gesellschaft geht; oder
- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird; oder
- den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

(a) die Ausgabe von Aktien verweigern, wenn es offenkundig ist, dass diese Ausgabe zur Folge haben würde, den Aktienbesitz auf eine andere Person zu übertragen, die nicht berechtigt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen,

(b) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer Person, der es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen (wie etwa Personen, welche keine sachkundigen Anleger im Sinne des Gesetzes von 2004 darstellen), entweder allein oder zusammen mit anderen Personen gehalten werden,

(c) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer oder mehreren Personen zu einem solchen Anteil gehalten werden, der die Anwendbarkeit der Steuergesetze oder sonstige Gesetze anderer Länder als Luxemburg zur Folge hat,

(d) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

In den Fällen b) und c) wird folgendes Verfahren angewandt:

i. Die Gesellschaft wird dem Aktionär, der die Aktien besitzt, eine Benachrichtigung (im folgenden "Rückkaufbenachrichtigung" genannt) zusenden. Die Rückkaufbenachrichtigung gibt die zurückzukaufenden Aktien, den zu bezahlenden Rückkaufspreis und den Ort, wo dieser Preis zu bezahlen ist, an. Die Rückkaufbenachrichtigung kann dem Aktionär durch Einschreibebrief an seine benannte Versandadresse oder an die im Aktienregister eingetragene Adresse zugesandt werden. Der betroffene Aktionär ist verpflichtet, der Gesellschaft ohne Verzögerung das oder die Zertifikate zurückzugeben, die

die in der Rückkaufbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern. Mit Büroschluss des in der Rückkaufbenachrichtigung angegebenen Tages ist der Aktionär nicht mehr Besitzer der in der Rückkaufbenachrichtigung aufgeführten Aktien. Die Aktienzertifikate, die die entsprechenden Aktien verkörpern, werden annulliert.

ii. Der Preis, zu dem die in der Rückkaufbenachrichtigung angegebenen Aktien zurückgekauft werden (im folgenden "Rückkaufspreis" genannt), entspricht dem Nettovermögenswert der ausgegebenen Aktien, so wie dieser am Tag der Rückkaufbenachrichtigung gemäß Artikel 13 der vorliegenden Satzung festgesetzt wird.

iii. Der Rückkaufspreis wird dem Besitzer dieser Aktien durch die Gesellschaft bei einer in Luxemburg oder anderswo ansässigen Bank, welche in der Rückkaufbenachrichtigung angegeben wurde, hinterlegt. Diese Bank wird den Rückkaufspreis dem betroffenen Aktionär gegen Rückgabe der eventuell ausgegebenen Aktienzertifikate, die die in der Rückkaufbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern, auszahlen. Nach Hinterlegung des Rückkaufspreises gemäß diesen Bedingungen, können Personen, die an den in der Rückkaufbenachrichtigung angegebenen Aktien interessiert sind, keine Ansprüche auf diese Aktien geltend machen oder rechtliche Schritte gegen die Gesellschaft unternehmen. Hiervon ausgenommen ist das Recht des sich als rechtmäßiger Besitzer der Aktien ausweisenden Aktionärs, den hinterlegten Rückkaufspreis gegen Rückgabe des oder der eventuell ausgegebenen Aktienzertifikate, wie zuvor erläutert, ausgezahlt zu bekommen.

iv. Unter der Bedingung, dass die Gesellschaft in gutem Glauben ist, kann sie die ihr in diesem Artikel zugestandenen Befugnisse auch dann ausüben, wenn nicht eindeutig nachweisbar ist, in wessen Besitz sich die Aktien befinden.

**Art. 11. Ausgabe von Aktien.** Die Zeichnung von Aktien ist sowohl für bestehende als auch für potentielle Aktionäre einem oder mehreren bestimmten Zeichnungszeitpunkt(en) oder Zeichnungszeitra(ä)um(en) unterworfen (jede(r) eine "Zeichnungsperiode"). Sie werden durch Beschluss des Komplementärs festgelegt und im Verkaufsprospekt sowohl genannt als auch ausführlich beschrieben.

Der Ausgabepreis der Aktien ist gänzlich oder teilweise bis zum Ablauf der Zeichnungsperiode(n), auf die Weise zu entrichten, wie sie der Komplementär durch Beschluss bestimmt und im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben hat.

Der Komplementär ist berechtigt durch Beschluss zusätzliche Zeichnungsbedingungen pro Aktienklasse zu bestimmen, wie beispielsweise das Erreichen von Mindestzeichnungsbeträgen innerhalb der Zeichnungsperiode(n), die Zahlung von Verzugszinsen oder das Bestehen von Eigentumsbeschränkungen. Ferner können sich die Merkmale der verschiedenen Aktienklassen dahingehend unterscheiden, dass z.B. unterschiedliche Investorenkreise oder eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik verfolgt wird. Diese unterschiedlichen Bedingungen und/oder Merkmale werden im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben.

Der Komplementär durch Beschluss kann jedem Mitglied der Geschäftsleitung, jedem Direktor oder Generalbevollmächtigten sowie jedem anderen ordnungsgemäß hierzu Ermächtigten die Aufgabe übertragen, Zeichnungsanträge und Zahlungen auf den Aktienpreis neu auszugebender Aktien entgegenzunehmen, sowie die Aktien an die entsprechenden Zeichner auszuliefern.

Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, unter der Bedingung, dass diese Wertpapiere der Anlageziele und -strategie der Gesellschaft entsprechen. Sämtliche Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Aktionären zu tragen.

Der Komplementär behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise durch Beschluss zurückzuweisen oder jederzeit, ohne vorherige Mitteilung, die Ausgabe von Aktien auszusetzen. Der Komplementär kann die Häufigkeit der Aktienaussgabe durch Beschluss limitieren.

**Art. 12. Rücknahme von Aktien.** Die Rücknahme von Aktien auf einseitige Anfrage des Aktionärs ist grundsätzlich ausgeschlossen.

Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft des geschlossenen Typs; sie ist dementsprechend berechtigt ein einseitiges Verlangen des Aktionärs auf Rücknahme von Aktien zurückzuweisen.

Der Komplementär kann aber durch Beschluss eine zwangsweise Rücknahme der Aktien eines Aktionärs beschließen, wenn er der Ansicht ist, dass (i) der Besitz von Aktien des betreffenden Aktionärs zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Gesellschaft geht oder (ii) einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann oder (iii) bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder (iv) den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Des Weiteren kann der Komplementär beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile der Gesellschaft zurückzukaufen, um auf diese Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten der Gesellschaft an die Aktionäre auszuzahlen. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionäre und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der Gesellschaft.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Nettovermögenswert am Tag der Rücknahme.

Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

**Art. 13. Berechnung des Nettovermögenswerts.** Der Nettovermögenswert der Aktien (je Aktienklasse) (der "Nettovermögenswert") wird unter der Verantwortung des Komplementärs an jedem Bewertungstag - definiert in dem Verkaufsprospekt der Gesellschaft berechnet und in der Referenzwährung (entsprechend den Bestimmungen des Verkaufsprospektes) ausgedrückt.

Der Nettovermögenswert pro Aktie wird für jede Aktie (je Aktienklasse) dadurch bestimmt, dass das Nettovermögen, d.h. die Summe der Aktiva minus der Verbindlichkeiten, durch die Zahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien (je Aktienklasse) geteilt wird. Der Nettovermögenswert der Aktie (je Aktienklasse) wird auf die zweite Dezimalzahl abgerundet.

Im Falle von Dividendenzahlungen, Kapitalrückführungen, Kapitalabrufen, Aktienaussgaben und -rückkäufen wird das Nettovermögen der Gesellschaft wie folgt angepasst:

- falls eine Dividende je Aktie (je Aktienklasse) ausgezahlt wird oder Kapital zurückgeführt wird, verringert sich der Nettovermögenswert der Gesellschaft (je Aktienklasse) um den Betrag der Dividendenausschüttung bzw. Kapitalrückführung;

- falls Aktien ausgegeben oder zurückgekauft werden, oder Kapital abgerufen wird, erhöht oder vermindert sich das Nettovermögen der Gesellschaft um den erhaltenen oder eingezahlten Betrag.

Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten:

- alle flüssigen Mittel einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- alle ausstehenden Forderungen einschließlich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Vermögenswerten;
- alle Vermögenswerte, die von der Gesellschaft gehalten werden oder zu ihren Gunsten erworben wurden;
- sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschließlich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Die Aktiva der Gesellschaft werden gemäß Artikel 5 des Gesetzes von 2004 aufgrund des wahrscheinlichen Veräußerungswertes, der nach den Grundsätzen von Treu und Glauben zu ermitteln ist, bewertet. Dementsprechend finden die nachfolgenden Regeln Anwendung:

- Der Wert der Anteile an Zielpools wird an Hand der letzten der Gesellschaft zur Verfügung stehenden Berichte und gemäß den Richtlinien der jeweiligen Private Equity Real Estate Verbände bestimmt. Im Zweifelsfall werden EVCA Richtlinien zugrunde gelegt.

- Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagezertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen zeitanteiligen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

Erweist sich auf Grund besonderer Umstände eine Bewertung nach Maßgabe der vorstehenden Regeln als undurchführbar oder ungenau, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte und überprüfbare Bewertungskriterien anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Nettovermögens der Gesellschaft zu erzielen.

Vermögenswerte, welche nicht in Euro ausgedrückt sind, werden in Euro umgerechnet zum Wechselkurs am betreffenden Bewertungstag. Der Nettovermögenswert der Gesellschaft ist an jedem Bankarbeitstag am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- sämtliche Kredite und Forderungen gegen die Gesellschaft;
- angefallene und zu zahlende Kosten (einschließlich Kosten für die Zentralverwaltungsstelle, Beratungs- und Anlageberaterkosten, Kosten für die Depotbank);
- sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverpflichtungen aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;
- vom Komplementär durch Beschluss genehmigte und angenommene Verpflichtungen der Gesellschaft;
- sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

**Art. 14. Aussetzung der Nettovermögenswertberechnung.** Der Komplementär ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes der Aktien in folgenden Fällen durch Beschluss vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Gesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;

- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;

- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung der Gesellschaft verhindern;

- wenn eine Hauptversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Gesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Nettovermögenswerte wird den Aktionären per Post an die im Aktionärsregister eingetragenen Adressen mitgeteilt.

**Art. 15. Komplementär.** Die Gesellschaft wird von der Microcap Coordination S.à r.l. als Komplementär geführt.

Der Komplementär ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (*société à responsabilité limitée*) nach Luxemburger Recht. Der Komplementär besitzt die umfassende Befugnis, die Gesellschaft zu vertreten, soweit das Gesetz von 1915 oder die Satzung der Gesellschaft nicht ausdrücklich bestimmte Befugnisse der Hauptversammlung vorbehalten.

Für den Fall, dass die Rechtsfähigkeit des Komplementärs endet, der Komplementär liquidiert wird oder sich eine andere Situation ereignet, die ihn daran hindert, die Gesellschaft zu führen und nach außen zu vertreten, wird die Gesellschaft gemäß Artikel 26 dieser Satzung aufgelöst.

Der Komplementär ist für die Ausführung der Anlagepolitik der Gesellschaft umfassend verantwortlich.

**Art. 16. Befugnisse des Komplementärs.** Der Komplementär verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der im Verkaufsprospekt näher beschriebenen Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen durch Beschluss vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind, können durch den Komplementär getroffen werden.

Der Komplementär kann, unter seiner Überwachung und Verantwortung, die tägliche Geschäftsführung sowie die Ausführung der täglichen Anlagepolitik der Gesellschaft durch Beschluss auf eine oder mehrere, natürliche oder juristische Personen übertragen; deren Handlungs- und/oder Vertretungsbefugnis, sowie deren Befugnis ihrerseits Unterbevollmächtigte einzusetzen, wird durch Beschluss des Komplementärs festgesetzt.

Der Komplementär kann durch Beschluss auch schriftliche oder notariell beurkundete Spezialvollmachten erteilen.

Der Komplementär kann Dienstleistungsverträge im Namen und für Rechnung der Gesellschaft abschließen.

Unbeschadet solcher Übertragungen, Bevollmächtigungen und Verträge bleibt der Komplementär für die Überwachung der übertragenen Aufgaben verantwortlich.

**Art. 17. Anlageziele, Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.** Der Komplementär bestimmt durch Beschluss die Anlageziele, die Anlagepolitik und die Anlagebeschränkungen, die es durch die Gesellschaft zu befolgen gilt, sowie die Geschäftsführung und die Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft, so wie diese in den Verkaufsunterlagen der Aktien im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen näher beschrieben werden.

**Art. 18. Zeichnungsbefugnis.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch den Komplementär oder durch einen oder mehrere Bevollmächtigte, die dieser durch Beschluss bestimmt, verpflichtet.

**Art. 19. Haftung und Freistellung.** Die Gesellschaft stellt den Komplementär, seine Geschäftsführer, (leitenden) Angestellten, Gremienmitglieder und Beauftragten sowie den Anlageberater (zusammen die "Freistellungsberechtigten") voll umfänglich von jeder Haftung frei, die den Freistellungsberechtigten aus ihrer Tätigkeit für die Gesellschaft erwachsen können. Die Freistellung umfasst auch die Kosten der Rechtsverfolgung und Rechtsverteidigung. Die Freistellung hat auf erstes Anfordern zu erfolgen. Ein Anspruch auf Freistellung ist hinsichtlich des Komplementärs ausgeschlossen, wenn dieser vorsätzlich oder fahrlässig und hinsichtlich der übrigen Freistellungsberechtigten, wenn diese vorsätzlich oder grob fahrlässig gehandelt haben. Bei Meinungsverschiedenheiten darüber, ob ein Freistellungsberechtigter vorsätzlich oder (grob) fahrlässig gehandelt hat, hat der Freistellungsberechtigte Anspruch auf Freistellung bis zur rechtskräftigen Entscheidung über die Meinungsverschiedenheit; wird Vorsatz oder (grobe) Fahrlässigkeit festgestellt, hat der betreffende Freistellungsberechtigte die empfangenen Leistungen zurückzugewähren.

Die Gesellschafter der Gesellschaft haften für diese Freistellungsverpflichtung bis zur Höhe der von der Gesellschaft empfangenen Ausschüttungen.

**Art. 20. Depotbank.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (die "Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Komplementär alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

**Art. 21. Hauptversammlung.** Die Hauptversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre der Gesellschaft, unter der Voraussetzung, dass der Komplementär diese Beschlüsse genehmigt, es sei denn vorliegende Satzung würde dieses Genehmigungserfordernis ausdrücklich nicht verlangen.

Die Hauptversammlung tritt auf Einladung des Komplementärs zusammen.



Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Hauptversammlung wird jeweils am 21. Juni um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung angegebenen Ort abgehalten. Ist dieser Tag ein Feiertag, findet die Hauptversammlung am ersten Bankarbeitstag vor dem 21. Juni statt. Die erste jährliche Hauptversammlung der Aktionäre, welche über den ersten Jahresbericht abstimmen soll, findet innerhalb von 18 Monaten nach Gründung der Gesellschaft statt.

Die Einladung zu den Hauptversammlungen enthält die Tagesordnung und wird per Einschreiben wenigstens acht Tage vor der Hauptversammlung an jeden Aktionär und an dessen in dem Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt. Der Zugang der Einladung an die Aktionäre muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird von dem Komplementär vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Komplementär jedoch eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten können.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Hauptversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Komplementär kann sämtliche sonstigen Bedingungen durch Beschluss festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Hauptversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Hauptversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung, ist jede Aktie, unabhängig von der Aktienklasse, zu einer Stimme berechtigt.

Ein Aktionär kann sich bei jeder Hauptversammlung aufgrund schriftlicher Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung, werden die Beschlüsse im Rahmen der Hauptversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Soweit Beschlüsse der Hauptversammlung die Modifizierung der vorliegenden Satzung zum Gegenstand haben, bedarf es (i) eines Anwesenheitsquorums von fünfzig Prozent (50%) des Kapitals - falls dieses Quorum bei einer ersten Versammlung jedoch nicht erreicht wird, bedarf es bei der nachfolgenden Versammlung dieses Quorums nicht mehr - und in jedem Fall (ii) einer Zustimmungsmehrheit von mindestens Zwei-Dritteln (2/3) der anwesenden oder vertretenen Aktionäre. Unbeschadet dessen muss ein Beschluss der Hauptversammlung, der die Aufgabe des Status der Gesellschaft als SICAR im Sinne des Gesetzes von 2004 zur Folge hat, einstimmig von allen Aktionären gefasst werden.

**Art. 22. Hauptversammlung der Aktionäre in einer Aktienklasse.** Die Aktionäre einer Aktienklasse können zu jeder Zeit Hauptversammlungen abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diese Aktienklasse betreffen.

Die relevanten Bestimmungen in Artikel 21 sind auf solche Hauptversammlungen analog anwendbar. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Aktionäre können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss, aber ein Mitglied des Geschäftsführerrates des Komplementärs sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Hauptversammlung einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 23. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 31. Dezember 2009.

**Art. 24. Jahresbericht.** Die Gesellschaft veröffentlicht ihren Jahresbericht jeweils innerhalb von sechs (6) Monaten nach Ende des entsprechenden Geschäftsjahres. Der Jahresbericht enthält gemäß Artikel 24 (2) des Gesetzes von 2004 die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, einen Bericht über die Geschäftstätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr sowie alle wesentlichen Informationen, die es dem Anleger ermöglichen, sich in vollständiger Sachkenntnis ein Urteil über die Entwicklung der Geschäftstätigkeit und Geschäftsergebnisse der Gesellschaft zu bilden.

**Art. 25. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Hauptversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

**Art. 26. Ausschüttungen.** Die Verwendung des Bilanzgewinns wird von der Hauptversammlung auf Vorschlag des Komplementärs festgelegt.

Erlöse der Gesellschaft werden grundsätzlich zunächst reinvestiert und später ausgeschüttet.

Im Zuge der Liquidation der Gesellschaft werden die stillen Reserven aufgedeckt und damit die Gewinne realisiert, die nicht bereits durch Zahlungen (im Rahmen von laufenden Exits) an die Gesellschaft geflossen und den Aktionären zugewiesen worden sind.

Unbeschadet des Vorstehenden kann der Komplementär jedoch durch Beschluss Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Dieser Beschluss bedarf keiner Beschlussfassung der Hauptversammlung.

Ausschüttungen werden in Euro zu einem Zeitpunkt ausbezahlt, wie dies der Komplementär durch Beschluss zu gegebener Zeit bestimmt.

Die Zahlung von Ausschüttungen erfolgt an die Adressen der Aktionäre, die im Namensregister vermerkt sind und an die dort ggf. hinterlegte Bankverbindung; Der Komplementär kann verschiedene Eigenkapitalkonten einrichten, um die steuerliche Klassifizierung der Ausschüttungen nach deutschem Recht widerspiegeln zu können. Um diesen Zweck zu erreichen, kann er Regeln definieren, die z.B. bei jeder Ausschüttung und/oder Zwischenausschüttung festlegen, welches Konto jeweils angesprochen werden soll.

Der Komplementär kann im Wege der Beschlussfassung über unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Komplementär festgelegt werden, entscheiden.

Ferner kann der Komplementär im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen und nach freiem Ermessen jederzeit Kapitalrückführungen beschließen.

Die Ausschüttungsreihenfolge wird durch den Komplementär bestimmt und im Verkaufsprospekt sowohl genannt als auch ausführlich beschrieben.

Bei der Vornahme von Ausschüttungen ist zu beachten, dass das Mindestkapital der Gesellschaft keinesfalls den Betrag von 1.000.000 Euro unterschreiten darf.

**Art. 27. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Hauptversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse, wie sie für Satzungsänderungen gemäß dem Gesetz von 1915 gelten, aufgelöst werden.

Nach Beendigung der Laufzeit der Gesellschaft wird diese automatisch aufgelöst, es sei denn, dass die Hauptversammlung zuvor unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens drei Viertel der abgegebenen Stimmen die Dauer der Gesellschaft verlängert hat. Die Laufzeit kann dreimal um jeweils ein (1) Jahr verlängert werden. Falls das vorbenannte Anwesenheitsquorum in einer ersten Hauptversammlung nicht erreicht werden sollte, kann im Rahmen einer zweiten Hauptversammlung ohne Einhaltung eines Anwesenheitsquorums über die Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft entschieden werden. Nach Beendigung der Laufzeitverlängerung(en) wird die Gesellschaft automatisch aufgelöst.

Überdies erfolgt eine automatische Auflösung der Gesellschaft, für den Fall, dass die Rechtsfähigkeit des Komplementärs endet, der Komplementär liquidiert wird oder sich eine andere Situation ereignet, die ihn daran hindert, die Gesellschaft zu führen und nach außen zu vertreten.

Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und die ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Hauptversammlung ernannt werden müssen. Letztere beschließt auch über die Befugnisse und eventuelle Vergütung der Liquidatoren.

Der Netto-Liquidationserlös der Gesellschaft wird von den Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis zu ihrem Aktienbesitz an der Gesellschaft verteilt.

Wird die Gesellschaft liquidiert, so erfolgt die Liquidation in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen. Diese Bestimmungen spezifizieren die Schritte, die unternommen werden müssen, um die Aktionäre an der Verteilung der Liquidationserlöse teilhaben zu lassen und sehen die Hinterlegung bei der Caisse de Consignation für alle Beträge, die bei Abschluss der Liquidation von den Aktionären nicht eingefordert wurden, vor. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Fristen nicht eingefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

**Art. 28. Verschmelzung von Aktienklassen.** Sofern aus irgendeinem Grund der Nettovermögenswert einer Aktienklasse unter einen Wert gefallen ist oder einen Wert nicht erreicht hat, wie er vom Komplementär durch Beschluss als Mindestwert für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieser Aktienklasse festgesetzt wurde, sowie im Falle einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder geldpolitischen Umfeld oder im Rahmen einer Rationalisierung, kann der Komplementär beschließen, Aktienklassen zusammenzulegen, indem die Aktien der aufzunehmenden Aktienklasse(n) als Aktien einer anderen Aktienklasse (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, so erforderlich und der Auszahlung der Aktienbruchteile an die Aktionäre) neu bestimmt werden. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Aktien der aufzunehmenden Aktienklassen vor dem Wirksamkeitszeitpunkt der Verschmelzung entsprechend in Kenntnis setzen, wobei die Gründe und das Verfahren für die Verschmelzung, welches im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 durchgeführt wird, sowie die relevanten Angaben über die aufnehmende Aktienklasse aufgeführt werden.

**Art. 29. Anwendbares Recht.** In dieser Satzung nicht geregelte Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2004 geregelt.

#### *Zeichnung und Einzahlung*

Das Grundkapital wurde wie folgt gezeichnet:

Aktionär	Anzahl der gezeichneten Aktien
1. Microcap Coordination S.à r.l.	1 (Komplementärs-)Aktie
2. ÄVWL LUX-FIS, handelnd für Rechnung des Teilfonds ÄVWL-Alternatives ordnungsgemäß vertreten durch die Ferrum Pension Management S.à r.l.	580 A-(Kommandit-)Aktien
3. Feri Institutional Advisors GmbH	1 D-(Kommandit-)Aktie

Nach der Gründung wurden die Komplementärsaktie und die Aktie der Aktienklasse D vollständig und die Aktien der Aktienklasse A in Höhe von 5% einbezahlt, so dass ein Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) von nun an der Gesellschaft zu freien Verfügung steht, wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

#### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2009.

Die erste jährliche Hauptversammlung der Aktionäre, welche über den ersten Jahresbericht abstimmen soll, findet innerhalb von 18 Monaten nach Gründung der Gesellschaft statt.

Der erste Jahresbericht der Gesellschaft wird mit Datum 31. Dezember 2009 erscheinen.

#### *Kostenschätzung*

Die Kosten, Auslagen, Gebühren und Belastungen, welcher Art auch immer, welche von der Gesellschaft zu tragen sind und ihr in Verbindung mit der Gründung entstanden sind, werden auf EUR 6.000,- geschätzt.

#### *Hauptversammlung*

Unmittelbar nach der Gründung der Gesellschaft haben die Aktionäre folgendes beschlossen:

I. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxemburg.

II. Die nachfolgende Person wird zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer für eine Dauer von einem Jahr bis zum Abhalten der nächsten Jahreshauptversammlung bestellt:

BDO Compagnie Fiduciaire, mit Sitz in 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxemburg, R.C.S. Luxembourg B 71.178.

Woraufhin die vorliegende Urkunde in Luxemburg, am Datum wie zu Beginn des Dokumentes aufgeführt, erstellt wurde.

Nachdem die Urkunde den erschienenen Parteien, die dem Notar alle mit ihrem Nachnamen, Vornamen, nach Personenstand und Wohnsitz bekannt sind, verlesen wurde, haben die erschienenen Personen gemeinsam mit Uns, dem Notar, die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: J. BLUNCK und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 décembre 2008. Relation: LAC/2008/49790. - Reçu mille deux cent cinquante euros (1.250,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 16. Dezember 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008155603/242/489.

(080186878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

#### **Meuse Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 103.711.

In the year two thousand and eight, on the thirtieth day of December.

Before us Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette (Luxembourg).

Appeared:

Meuse Invest S.à r.l., a private limited liability company, incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, registered with the Trade and Companies' Register of Luxembourg under number B 103.711, pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, then notary residing in Luxembourg, on the 26 October 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 18 of the 8 January 2005, (hereafter "Meuse Invest");

Represented by Mr. Mathieu de Kerleau, private employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of the board resolutions dated October 8th, 2008 (the "Meuse Invest Resolutions").

The extracts of the Meuse Invest Resolutions signed ne varietur will remain attached to the present deed and registered with it.

The appearing party then required the undersigned notary to enact the following:

1. Pursuant to board resolutions taken for Meuse Invest and Meuse GmbH, a private limited liability company, incorporated under the laws of Germany, having its registered office at Kirchbachweg 8, D-81479 München, registered with the Trade and Companies' Register of Germany under number HRB 154074, (hereafter "Meuse GmbH" and together with Meuse Invest the "Companies"), the respective directors of the Companies approved the entry by the Companies into a cross-border merger procedure by way of acquisition by Meuse Invest, the absorbing company, of Meuse GmbH, the absorbed company, and without liquidation of the latter pursuant to the simplified procedure settled in articles 278 and 279 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law") and Section 122 c of the German Merger Law (UmwG) (the "Merger").

2. The merger proposal was first signed by the Companies on 1st October 2008 before the German notary, Dr. Michael Bohrer (residing in Munich) and recorded with the Trade Register of Munich (Germany) on 28 October 2008 (the "Merger Proposal") and then signed before the undersigned notary on 25 November 2008 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2864 of the 29 November 2008 page 137467.

3. The authorized signatory confirms that, as far as he is aware, none of the shareholders of the absorbing company, being Meuse Invest, representing at least 5% of the shares in the subscribed capital has required that a general meeting of the absorbing company be called in order to decide on the Merger.

4. All the conditions for the Merger are thus definitively realized as at 29 December 2008 and the Merger is fully effective as at the date and time of the present enacting deed. Meuse GmbH is de jure dissolved, all its shares are cancelled and Meuse Invest is henceforth the owner of all the assets contributed by Meuse GmbH in the framework of the Merger. The liabilities of Meuse GmbH being entirely taken over by Meuse Invest, the dissolution of Meuse GmbH will not be followed by a liquidation procedure.

5. Meuse GmbH is purely and simply substituted by Meuse Invest in each agreement, convention, transaction or contract concluded with third parties and in all the rights, actions, mortgages, privileges, guarantees and other securities personal or real which are attached to the transferred assets or which have been granted by Meuse GmbH on the transferred assets in favor of third parties.

#### *Costs and rights*

All the costs, rights and fees linked to the present deed and its execution are borne by Meuse Invest.

#### *Election of domicile*

For the execution of the present deed, the undersigned elect as domicile the registered office of Meuse Invest.

#### *Statement*

In accordance with article 271 of the Law, the undersigned notary certifies the legality of the present Merger.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a German translation; at the request of the same appearing person, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

#### **Es folgt die deutsche Übersetzung:**

Im Jahre zweitausendundacht, den dreissigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Me Francis Kessler, mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette (Luxemburg).

Ist erschienen:

Meuse Invest S.à.r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet nach luxemburger Recht, mit Sitz in 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxemburg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter B 103.711, aufgrund einer Urkunde von M<sup>e</sup> André-Jean-Joseph Schwachtgen, damals Notar mit Sitz in Luxemburg, vom 26. Oktober 2004, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 18 vom 8. Januar 2005, ("Meuse Invest");

Vertreten durch Herrn Mathieu de Kerleau, Privatbeamter, mit Berufswohnsitz in Luxemburg, gemäss Geschäftsführerbeschlüssen vom 8. Oktober 2008 (die "Meuse Beschlüsse");

Die Auszüge der Meuse Beschlüsse, welche ne varietur unterschrieben worden sind, bleiben gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt um mit derselben eingetragen zu werden.

Die Erschienene ersucht den unterzeichneten Notar folgendes zu beurkunden:

1. Gemäss Geschäftsführerbeschlüssen, haben die Geschäftsführer von sowohl der Meuse Invest als auch der Meuse GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland, mit Sitz in Kirchbachweg 8, D-81479 München, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München unter HRB 154074, ("Meuse GmbH" zusammen mit Meuse Invest die "Gesellschaften"), die Verschmelzung im Wege der Aufnahme der Meuse GmbH, die übertragende Gesellschaft, auf die Meuse Invest, die übernehmende Gesellschaft, ohne Abwicklung der Meuse

GmbH in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Artikel 278 und 279 des Gesetzes des Landes Luxemburg vom 10. August 1915 über gewerbliche Gesellschaften in der geltenden Fassung (das "Gesetz") und des § 122 c Umwandlungsgesetz (UmwG) zugestimmt (die "Verschmelzung").

2. Der Verschmelzungsplan wurde zuerst am 1. Oktober 2008 vor dem deutschen Notar, Dr. Michael Bohrer (mit Amtssitz in München), von den Gesellschaften unterschrieben und am 28. Oktober 2008 in das Handelsregister München eingetragen (der "Verschmelzungsplan") und wurde darauf vor dem unterzeichneten Notar am 25. November 2008 unterschrieben und im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2864, Seite 137467, vom 29. November 2008 veröffentlicht.

3. Der Bevollmächtigte bestätigt dass, so weit er weiss, keine der Gesellschafter der übernehmenden Gesellschaft Meuse Invest, die mindestens 5 % der Anteile in der Meuse Invest halten, die Einberufung einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung der Meuse Invest um über die Verschmelzung zu beraten und über sie abzustimmen verlangt haben.

4. Somit sind alle Bedingungen für die Verschmelzung seit dem 29. Dezember 2008 endgültig erfüllt und die Verschmelzung ist am Datum und Zeitpunkt dieser Urkunde völlig wirksam. Meuse GmbH ist ipso jure aufgelöst, alle Geschäftsanteile an ihr sind entfallen und Meuse Invest ist künftig die Besitzerin aller Aktiva welche von der Meuse GmbH im Rahmen der Verschmelzung übertragen worden ist. Da die Verbindlichkeiten der Meuse GmbH auf die Meuse Invest übertragen werden, wird der Auflösung der Meuse GmbH keine Abwicklung nachfolgen.

5. Die Meuse GmbH ist einzig und allein durch die Meuse Invest in jedem Vertrag, Übereinkommen, Geschäft oder Kontrakt, welche mit Dritten abgeschlossen wurden, und in jedem Recht, Hypothek, Vorrecht, Gewähr und anderen persönlichen oder dinglichen Sicherheiten, welche sich auf die übertragene Aktiva beziehen oder welche Dritten von der Meuse GmbH bewilligt wurden, ersetzt.

#### *Kosten und Gebühren*

Die Kosten, Gebühren und Auslagen in Verbindung mit dieser Urkunde und ihrer Erledigung werden von der Meuse Invest getragen.

#### *Wahl des Sitzes*

Für die Erledigung dieser Urkunde, wählt die Erschienene als Sitz den Firmensitz von der Meuse Invest.

#### *Bescheinigung*

Gemäss Artikel 271 des Gesetzes, bescheinigt der unterzeichnete Notar die Rechtmässigkeit gegenwärtiger Verschmelzung.

#### *Erklärung*

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Partei, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache; auf Ersuchen derselben vorgenannten Partei, im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung massgebend.

WORÜBER Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung der Urkunde an die Erschienene, hat dieselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: de Kerleau, Kessler.

Enregistré à Esch/Al. A.C., le 30 DEC. 2008. Relation: EAC/2008/15932. - Reçu douze euros 12,- .

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 31 décembre 2008.

F. Kessler.

Référence de publication: 2009001921/219/118.

(090000852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

---

#### **Schelde Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 103.710.

In the year two thousand and eight, on the thirtieth day of December.

Before us Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette (Luxembourg).

Appeared:

Schelde Investments S.à r.l., a private limited liability company, incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, registered with the Trade and Companies' Register of

Luxembourg under number B 103.710, pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, then notary residing in Luxembourg, dated 26 October 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 15 of the 7 January 2005, (hereafter "Schelde");

Represented by Mr. Mathieu de Kerleau, private employee, with professional address in Luxembourg by virtue of the board resolutions dated October 8th, 2008 (the "Schelde Resolutions").

The extracts of the Schelde Resolutions signed *ne varietur* will remain attached to the present deed and registered with it.

The appearing party then required the undersigned notary to enact the following:

1. Pursuant to board resolutions taken for Schelde and Isar Properties GmbH, a private limited liability company, incorporated under the laws of Germany, having its registered office at Kirchbachweg 8, D-81479 Munich, registered with the Trade and Companies' Register of Germany under number 154227, (hereafter "Isar GmbH" and together with Schelde the "Companies"), the respective directors of the Companies approved the entry by the Companies into a cross-border merger procedure by way of acquisition by Schelde, the absorbing company, of Isar GmbH, the absorbed company, and without liquidation of the latter pursuant to the simplified procedure settled in articles 278 and 279 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law") and Section 122 c of the German Merger Law (UmwG) (the "Merger").

2. The merger proposal was first signed by the Companies on 1st October 2008 before the German notary, Dr. Michael Bohrer (residing in Munich) and recorded with the Trade Register of Munich (Germany) on 14 November 2008 (the "Merger Proposal") and then signed before the undersigned notary on 25 November 2008 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2864 of the 29 November 2008 page 137463.

3. The authorized signatory confirms that, as far as he is aware, none of the shareholders of the absorbing company, being Schelde, representing at least 5% of the shares in the subscribed capital has required that a general meeting of the absorbing company be called in order to decide on the Merger.

4. All the conditions for the Merger are thus definitively realized as at 29 December 2008 and the Merger is fully effective as at the date and time of the present enacting deed. Isar GmbH is *de jure* dissolved, all its shares are cancelled and Schelde is henceforth the owner of all the assets contributed by Isar GmbH in the framework of the Merger. The liabilities of Isar GmbH being entirely taken over by Schelde, the dissolution of Isar GmbH will not be followed by a liquidation procedure.

5. Isar GmbH is purely and simply substituted by Schelde in each agreement, convention, transaction or contract concluded with third parties and in all the rights, actions, mortgages, privileges, guarantees and other securities personal or real which are attached to the transferred assets or which have been granted by Isar GmbH on the transferred assets in favor of third parties.

#### *Costs and rights*

All the costs, rights and fees linked to the present deed and its execution are borne by Schelde.

#### *Election of domicile*

For the execution of the present deed, the undersigned elect as domicile the registered office of Schelde.

#### *Statement*

In accordance with article 271 of the Law, the undersigned notary certifies the legality of the present Merger.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a German translation; at the request of the same appearing person, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

### **Es folgt die deutsche Übersetzung:**

Im Jahre zweitausendundacht, den dreissigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Me Francis Kessler, mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette (Luxemburg).

Ist erschienen:

Schelde Investments S.à.r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet nach luxemburger Recht, mit Sitz in 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister von Luxembourg unter B 103.710, aufgrund einer Urkunde von M<sup>e</sup> André-Jean-Joseph Schwachtgen, damals Notar mit Sitz in Luxembourg, vom 26. Oktober 2004, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 15 vom 7. Januar 2005, ("Schelde");

Vertreten durch Herrn Mathieu de Kerleau, Privatbeamter, mit Berufswohnsitz in Luxemburg, gemäss Geschäftsführerbeschlüssen vom 8. Oktober 2008 (die "Schelde Beschlüsse");

Die Auszüge der Schelde Beschlüsse, welche ne varietur unterschrieben worden sind, bleiben gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt um mit derselben eingetragen zu werden.

Die Erschienene ersucht den unterzeichneten Notar folgendes zu beurkunden:

1. Gemäss Geschäftsführerbeschlüssen, haben die Geschäftsführer von sowohl der Schelde als auch der Isar Properties GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland, mit Sitz in Kirchbachweg 8, D-81479 München, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München unter HRB 154227, ("Isar GmbH" zusammen mit Schelde die "Gesellschaften"), die Verschmelzung im Wege der Aufnahme der Isar GmbH, die übertragende Gesellschaft, auf die Schelde, die übernehmende Gesellschaft, ohne Abwicklung der Isar GmbH in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Artikel 278 und 279 des Gesetzes des Landes Luxemburg vom 10. August 1915 über gewerbliche Gesellschaften in der geltenden Fassung (das "Gesetz") und des § 122 c Umwandlungsgesetz (UmwG) zugestimmt (die "Verschmelzung").

2. Der Verschmelzungsplan wurde zuerst am 1. Oktober 2008 vor dem deutschen Notar, Dr. Michael Bohrer (mit Amtssitz in München), von den Gesellschaften unterschrieben und am 14. November 2008 in das Handelsregister München eingetragen (der "Verschmelzungsplan") und wurde darauf vor dem unterzeichneten Notar am 25. November 2008 unterschrieben und im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2864, Seite 137463, vom 29. November 2008 veröffentlicht.

3. Der Bevollmächtigte bestätigt dass, so weit er weiss, keine der Gesellschafter der übernehmenden Gesellschaft Schelde, die mindestens 5 % der Anteile in der Schelde halten, die Einberufung einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung der Schelde um über die Verschmelzung zu beraten und über sie abzustimmen verlangt haben.

4. Somit sind alle Bedingungen für die Verschmelzung seit dem 29. Dezember 2008 endgültig erfüllt und die Verschmelzung ist am Datum und Zeitpunkt dieser Urkunde völlig wirksam. Isar GmbH ist ipso jure aufgelöst, alle Geschäftsanteile an ihr sind entfallen und Schelde ist künftig die Besitzerin aller Aktiva welche von der Isar GmbH im Rahmen der Verschmelzung übertragen worden ist. Da die Verbindlichkeiten der Isar GmbH auf die Schelde übertragen werden, wird der Auflösung der Isar GmbH keine Abwicklung nachfolgen.

5. Die Isar GmbH ist einzig und allein durch die Schelde in jedem Vertrag, Übereinkommen, Geschäft oder Kontrakt, welche mit Dritten abgeschlossen wurden, und in jedem Recht, Hypothek, Vorrecht, Gewähr und anderen persönlichen oder dinglichen Sicherheiten, welche sich auf die übertragenen Aktiva beziehen oder welche Dritten von der Isar GmbH bewilligt wurden, ersetzt.

#### *Kosten und Gebühren*

Die Kosten, Gebühren und Auslagen in Verbindung mit dieser Urkunde und ihrer Erledigung werden von der Schelde getragen.

#### *Wahl des Sitzes*

Für die Erledigung dieser Urkunde, wählt die Erschienene als Sitz den Firmensitz von der Schelde.

#### *Bescheinigung*

Gemäss Artikel 271 des Gesetzes, bescheinigt der unterzeichnete Notar die Rechtmässigkeit gegenwärtiger Verschmelzung.

#### *Erklärung*

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Partei, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache; auf Ersuchen derselben vorgenannten Partei, im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung massgebend.

WORÜBER Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung der Urkunde an die Erschienene, hat dieselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: de Kerleau, Kessler.

Enregistré à Esch/Al. A.C., le 30 DEC. 2008. Relation: EAC/2008/15933. - Reçu douze euros 12,- €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 31 décembre 2008.

F. Kessler.

Référence de publication: 2009001914/219/117.

(090000871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

**MOOR PARK MB 7 Hannover-Bornum S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.  
R.C.S. Luxembourg B 125.367.

Im Jahre zweitausendacht, den vierten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

**SIND ERSCHIENEN:**

1) Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung des tschechischen Rechts "BAKERMAN s.r.o.", mit Sitz in 18, Lochotinská, Landkreis Pilsen-Stadt, 301 00, eingetragen im Handelsregister von Pilsen, Sektion C, Seite 17942, unter der Nummer 264 02 246, welche 1.186.250 der Geschäftsanteile in der Gesellschaft hält.

2) Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung des tschechischen Rechts "GEBO IMMOBILIA-RONDEL s.r.o.", mit Sitz in 18, Lochotinská, Landkreis Pilsen-Stadt, 301 00, eingetragen im Handelsregister von Pilsen, Sektion C, Seite 8564, unter der Nummer 411 97 968, welche 63.750 der Geschäftsanteile in der Gesellschaft hält.

Beide sind hier vertreten durch Herrn Christian DOSTERT, Privatbeamter, beruflich wohnhaft in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, die Vertretungsmacht wird nachgewiesen durch jeweils am 21. Juli 2008 erteilte Vollmachten, welche dieser Urkunde zum Zwecke der Registrierung beigefügt bleiben.

Welche erschienenen Parteien, vertreten wie hiervor erwähnt, den amtierenden Notar ersuchen folgendes zu beurkunden:

- Dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung "MOOR PARK MB 7 Hannover-Bornum S.à r.l.", (die "Gesellschaft"), mit Sitz in L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 125367, gegründet wurde gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 16. März 2007, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 942 vom 22. Mai 2007, und dass deren Satzungen abgeändert wurden gemäß Urkunden aufgenommen durch den amtierenden Notar:

- am 17. September 2007, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2441 vom 27. Oktober 2007, und

- am 17. September 2007, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2104 vom 29. August 2008.

- Dass die erschienenen Parteien, vertreten wie hiervor erwähnt, erklären die einzigen Gesellschafter der Gesellschaft zu sein und dass sie den amtierenden Notar ersuchen, die von ihnen in außerordentlicher Gesellschafterversammlung gefassten Beschluss zu dokumentieren wie folgt:

*Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt die Artikel 6 und 18 der Satzungen abzuändern und ihnen folgende Wortlaute zu geben:

**Deutsche Fassung**

" **Art. 6.** Das Kapital kann zu jedem Zeitpunkt erhöht oder herabgesetzt werden sowie dies in Artikel 199 des Gesellschaftsrechts festgelegt ist.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile erwerben unter der Bedingung, dass sie annulliert werden und das Kapital verhältnismäßig herabgesetzt wird."

" **Art. 18.** Fünf Prozent des Reingewinns werden für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage verwendet bis diese Rücklage zehn Prozent des Gesellschaftskapitals darstellt.

Der Saldo steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Zwischendividenden dürfen unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

- Zwischenbilanzen werden auf viertel- oder halbjährlicher Basis erstellt,
- diese Bilanzen müssen genügend Gewinne ausweisen, einschliesslich des Gewinnvortrages,
- der Beschluss, Zwischendividenden auszuschütten, ist von den Teilhabern zu treffen."

**Englische Fassung:**

**Art. 6.** The capital may be increased or decreased at any time as laid down in article 199 of the law governing commercial companies.

The Company may acquire its own shares provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally."

" **Art. 18.** Out of the net profit, five percent shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent of the capital of the Company.

The balance is at the disposal of the associates.

Interim dividends may be distributed under the following conditions:



- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders."

#### *Kosten*

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr siebenhundert Euro.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Junglinster, an dem oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Vertreter der erschienenen Parteien, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: DOSTERT - J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 11 décembre 2008. Relation GRE/2008/4987. Reçu Douze euros 12,- €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial;

Junglinster, le 15 décembre 2008.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2008157864/231/71.

(080186726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

#### **Bakery Equity Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 90.296.

In the year two thousand and eight, on the eighteenth of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing at Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of Bakery Equity Luxembourg S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), incorporated following a deed of Maître Paul FRIEDERS, notary residing in Luxembourg, on 3 December 2002, published in the Mémorial, number 79, of 27 January 2003 and entered in the Company Register at Luxembourg, Section B, under the number 90.296. The Articles of Association have last been amended by a deed of Maître Paul FRIEDERS, aforementioned, on 4 March 2004, published in the Mémorial, number 469 of 4 May 2004.

The meeting is declared open with Mrs Sabine PERRIER, private employee, residing at 5, Chemin du Colombier, F-57100 Thionville, France,

who appointed as secretary Ms Corinne PETIT, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Sylvie DUPONT, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that

I. The Shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will form part of this deed to be filed together with the registration authorities.

II. It appears from the attendance list that the 33,713,906 (thirty-three million seven hundred and thirteen thousand nine hundred and six) shares representing the entire share capital subscribed and paid up are present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been informed before the meeting.

III. The agenda of the meeting is the following:

#### *Agenda*

1. Reduction of the subscribed capital of the Company represented by 33,713,906 (thirty-three million seven hundred and thirteen thousand nine hundred and six) shares of par value ten (10.- €) Euro, each, in order to bring it from its present amount of 337,139,060.- € (three hundred and thirty-seven million one hundred and thirty-nine thousand and sixty Euro) to 325,139,060.- € (three hundred and twenty-five million one hundred and thirty-nine thousand and sixty Euro) by cancellation of 1,200,000 (one million two hundred thousand) shares of par value 10.- € (ten Euro) each and reimbursement to the shareholders to the pro rata of their shareholding.

2. Subsequent amendment of article 6 paragraph 1 of the articles of incorporation in order to reflect the aforementioned capital reduction.

3. Miscellaneous.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

*First resolution*

The General Meeting resolves to approve and to proceed with the reduction of the subscribed capital of the Company represented by 33,713,906 (thirty-three million seven hundred and thirteen thousand nine hundred and six) shares of par value ten (10.- €) Euro each, in order to bring it from its present amount of 337,139,060.- € (three hundred and thirty-seven million one hundred and thirty-nine thousand and sixty Euro) to 325,139,060.- € (three hundred and twenty-five million one hundred and thirty-nine thousand and sixty Euro) by cancellation of 1,200,000 (one million two hundred thousand) shares of par value 10.- € (ten Euro) each and reimbursement to the shareholders to the pro rata of their shareholding.

*Second resolution*

As a consequence of the preceding resolution, Article 6 paragraph 1 of the articles of incorporation shall henceforth read as follows:

"6.1. The subscribed capital of the Company is set at 325,139,060.- € (three hundred and twenty-five million one hundred and thirty-nine thousand and sixty Euro), divided into 32,513,906 (thirty-two million five hundred and thirteen thousand nine hundred and six) Shares with a par value of 10.- € (ten Euro) per Share."

The General Meeting resolves to empower the Board of Directors to implement the resolution, notably to take all necessary measures to proceed with the reimbursement of the capital to the shareholders, in accordance however with the provisions set forth by article 69 (2) of the law on Commercial Companies, and to do whatever is deemed necessary or required in relation with the reduction of the subscribed capital.

*Expenses*

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at 1,700.- € (one thousand seven hundred Euro).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us notary this original deed.

**Follows the french version:**

L'an deux mille huit, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société Anonyme Bakery Equity Luxembourg S.A., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg en date du 3 décembre 2002, publié au Mémorial C, numéro 79 du 27 janvier 2003. Les Statuts ont été modifiés en dernier lieu, suivant acte reçu par Maître Paul Frieders, ci-avant mentionné, en date du 4 mars 2004, publié au Mémorial C, numéro 469 du 4 mai 2004.

L'assemblée est déclarée ouverte sous la présidence de Mme. Sabine PERRIER, employée privée, demeurant au 5, Chemin du Colombier, à 57100 Thionville, France,

qui désigne comme secrétaire Melle Corinne PETIT, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mme Sylvie DUPONT, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau étant dûment constitué, la Présidente déclare et prie le notaire d'acter:

I. que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent est repris dans la liste de présence, signée par la Présidente, le secrétaire, la Scrutatrice et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il appert de cette liste de présence que les 33.713.906 (trente-trois millions sept cent treize mille neuf cent six) actions représentant l'intégralité du capital social émis et libéré sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été informés avant l'assemblée.

III. que l'ordre du jour de la présente assemblée est comme suit:

1. Réduction du capital souscrit de la société représenté par 33.713.906 (trente-trois millions sept cent treize mille neuf cent six) Actions de valeur nominale 10.- € (dix Euros) chacune, afin de le porter de son montant actuel de 337.139.060.- € (trois cent trente-sept millions cent trente-neuf mille soixante Euros) à 325.139.060.- € (trois cent vingt-

cinq millions cent trente-neuf mille soixante Euros) par annulation de 1.200.000 (un million deux cent mille) actions de valeur nominale 10,- € (dix Euros) chacune et remboursement aux actionnaires au pro rata de leur détention.

2. Modification subséquente de l'article 6 paragraphe 1 des statuts de la Société aux fins de refléter la réduction de capital ci-avant mentionnée.

3. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes :

*Première résolution*

L'assemblée générale décide d'approuver et de procéder à une réduction du capital social de la Société représenté par 33.713.906 (trente-trois millions sept cent treize mille neuf cent six) Actions de valeur nominale 10,- € (dix Euros) chacune, afin de le porter de son montant actuel de 337.139.060,- € (trois cent trente-sept millions cent trente neuf mille soixante Euros) à 325.139.060,- € (trois cent vingt-cinq millions cent trente-neuf mille soixante Euros) par annulation de 1.200.000 (un million deux cent mille) actions de valeur nominale 10,- € (dix Euros) chacune et remboursement aux actionnaires au pro rata de leur détention.

*Deuxième résolution*

Suite à la résolution qui précède, l'article 6.1 des statuts se trouve modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

"6.1. Le capital souscrit de la Société s'élève à 325.139.060,- € (trois cent vingt-cinq millions cent trente neuf mille soixante Euros) divisé en 32.513.906 (trente-deux millions cinq cent treize mille neuf cent six) Actions ayant une valeur au pair de 10,- € (dix Euros) par Action."

L'assemblée générale confère au conseil d'administration tous pouvoirs pour donner effet aux résolutions, notamment de prendre toutes mesures indiquées aux fins de remboursement du capital aux actionnaires toutefois en respectant les dispositions de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales et de prendre toutes mesures nécessaire et utile en relation avec la réduction du capital social.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ 1.700,- € (mille sept cents Euros).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le Notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes, qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française ; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg date qu'en tête des présentes.

Et après lecture, faite et interprétation donnée au comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les membres du bureau ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Perrier, C. Petit, S. Dupont et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 décembre 2008. LAC/2008/51678. - Reçu douze euros (12,- €).

*Le Receveur ff. (signé): Franck Schneider.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2008.

M. SCHAEFFER.

Référence de publication: 2008159466/5770/133.

(080192335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

**SSF Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 111.190.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

*Un gérant*

Référence de publication: 2008156464/50/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03898. - Reçu 22,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080185017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

**Compagnie Luxembourgeoise de Bâtiments et d'Entreprises, Société Anonyme.**

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 68.749.

—  
Le bilan au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Michel GUIOT

*Administrateur-délégué*

Référence de publication: 2008157359/8445/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03519. - Reçu 93,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Compagnie Luxembourgeoise de Bâtiments et d'Entreprises, Société Anonyme.**

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 68.749.

—  
Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Michel GUIOT

*Administrateur-délégué*

Référence de publication: 2008157360/8445/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03520. - Reçu 93,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Premier Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2430 Luxembourg, 26, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 100.150.

—  
Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008157361/1152/12.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2008, réf. LSO-CX02493. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Compagnie Luxembourgeoise de Bâtiments et d'Entreprises, Société Anonyme.**

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 68.749.

—  
Le bilan au 31 décembre 2000 a été déposé au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Michel GUIOT

*Administrateur-délégué*

Référence de publication: 2008157357/8445/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03517. - Reçu 93,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

**Baltoro Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 90.102.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 novembre 2008.

SG AUDIT SARL

Signature

Référence de publication: 2008157363/521/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05745. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

**Continental de Gestion S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 116.112.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2008.

SG AUDIT SARL

Signature

Référence de publication: 2008157364/521/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05751. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

**Idea Coiffure S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 77.443.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008157377/723/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05708. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

**Espirito Santo Tourism (Europe) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 72.700.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2008.

SG AUDIT SARL

Signature

Référence de publication: 2008157369/521/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05776. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

**Fingamma S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 47.729.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2008.

SG AUDIT SARL

Signature

Référence de publication: 2008157370/521/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05778. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Fingamma S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 47.729.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2008.

SG AUDIT SARL

Signature

Référence de publication: 2008157371/521/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05782. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Riganti Forging S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 67.077.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 9 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008157386/6312/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05876. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Lotus Shipping Enterprises S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 123.329.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2008.

SG AUDIT SARL

Signature

Référence de publication: 2008157374/521/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05796. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Luxembourg Yachting Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 37.399.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2008.

SG AUDIT SARL  
Signature

Référence de publication: 2008157375/521/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05799. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Gifran International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 56.584.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2008.

SG AUDIT SARL  
Signature

Référence de publication: 2008157373/521/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05792. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**BSG Energy (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.  
R.C.S. Luxembourg B 111.844.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008157389/6341/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05899. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Compagnie Luxembourgeoise de Bâtiments et d'Entreprises, Société Anonyme.**

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.  
R.C.S. Luxembourg B 68.749.

Le bilan au 31 décembre 1999 a été déposé au registre de commerce et des sociétés.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme  
Michel GUIOT  
Administrateur-délégué

Référence de publication: 2008157356/8445/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03516. - Reçu 93,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Divine Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 80.752.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2008.

SG AUDIT SARL

Signature

Référence de publication: 2008157365/521/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05754. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Fingamma S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 47.729.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2008.

SG AUDIT SARL

Signature

Référence de publication: 2008157372/521/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05787. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Riganti Forging S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 67.077.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 9 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008157385/6312/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05873. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Altair Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 41.866.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2008.

SG AUDIT SARL

Signature

Référence de publication: 2008157383/521/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05732. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---



**Mapo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 132.359.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2008.

SG AUDIT SARL

Signature

Référence de publication: 2008157376/521/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05807. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Avripark S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 130.750.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2008.

SG AUDIT SARL

Signature

Référence de publication: 2008157384/521/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05737. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Powercom S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 65.218.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg le 5 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008157387/6312/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05894. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080185844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Rocha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9145 Erpeldange, 126, Porte des Ardennes.  
R.C.S. Luxembourg B 98.818.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

Centre Kennedy, 53, avenue J. F. Kennedy, L-9053 Ettelbruck

Signature

Référence de publication: 2008157341/832/14.

Enregistré à Diekirch, le 9 décembre 2008, réf. DSO-CX00130. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): J. Tholl.

(080185455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Schreinerei Thomé s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6493 Echternach, 5, rue des Tonneliers.  
R.C.S. Luxembourg B 99.274.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.  
Centre Kennedy, 53, avenue J. F. Kennedy, L-9053 Ettelbruck  
Signature

Référence de publication: 2008157342/832/14.

Enregistré à Diekirch, le 9 décembre 2008, réf. DSO-CX00129. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080185456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Veiner Gedrinkshandel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9419 Vianden, 27, rue du Vieux Marché.  
R.C.S. Luxembourg B 101.709.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.  
Centre Kennedy, 53, avenue J. F. Kennedy, L-9053 Ettelbruck  
Signature

Référence de publication: 2008157343/832/14.

Enregistré à Diekirch, le 9 décembre 2008, réf. DSO-CX00136. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080185457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Beteiligungsgesellschaft Friedrich S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 44, Esplanade de la Moselle.  
R.C.S. Luxembourg B 53.552.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008157395/680/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05835. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Kleng Snack S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9275 Diekirch, 1, place des Recollets.  
R.C.S. Luxembourg B 103.374.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.  
Centre Kennedy, 53, avenue J. F. Kennedy, L-9053 Ettelbruck  
Signature

Référence de publication: 2008157344/832/14.

Enregistré à Diekirch, le 9 décembre 2008, réf. DSO-CX00138. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080185475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

**Um Will's Pull A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-9172 Michelau, 33, rue de la Sûre.

R.C.S. Luxembourg B 104.636.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

Centre Kennedy, 53, avenue J. F. Kennedy, L-9053 Ettelbruck

Signature

Référence de publication: 2008157345/832/14.

Enregistré à Diekirch, le 9 décembre 2008, réf. DSO-CX00132. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): J. Tholl.

(080185478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

**Entre-Dirigeants.com S.A., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8011 Strassen, 275, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 143.491.

## STATUTS

L'an deux mil huit, le vingt-six novembre.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

## ONT COMPARU:

1.- Monsieur Thierry BLIN, dirigeant d'entreprises, né à Nancy (F) le 16 mai 1953, demeurant à F-54710 Ludres, 447, Avenue de Genobois,

2.- Monsieur Christian RICHARD, avocat, né à Saint-Wendel (A) le 15 septembre 1954, demeurant à F-57050 Plappeville, 1 derrière l'Hâte,

3.- Monsieur Jacky MÜNGER, dirigeant de sociétés, né à Vittel (F) le 20 mai 1953, demeurant à F-57155 Marly, 75, Les Hameaux du Bois

agissant tant en son nom personnel qu'en sa qualité de mandataire pour:

4.- Monsieur Gérard COLLOT, consultant, né à Neufchâteau (B) le 3 avril 1950, demeurant à F-17840 La Brée les Bains, 35A, rue du Couhet-Les Boulassiers,

5.- Madame Marie-Thérèse LAUER, assistance de direction, née à Marange-Silvange (F) le 24 mars 1952, demeurant à F-17840 La Brée les Bains, 35A, rue du Couhet-Les Boulassiers,

6.- QUIXLINE.COM S.A., une société anonyme gouvernée par les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe (RCS Luxembourg N°B.75.566)

tous trois ici représentés en vertu de trois procurations donnés sous seing privé en date du 24 septembre 2008.

Lesquelles procurations après avoir été paraphées "ne varietur" par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant resteront annexées aux présentes.

Lesquels comparants, agissant comme ci-avant, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

**Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>** . Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de " ENTRE-DIRIGEANTS.COM S.A."

**Art. 2.** Le siège de la société est établi dans la Commune de Strassen.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration en tout autre endroit de la commune du siège.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée de cinquante ans à partir du jour de la constitution.

**Art. 4.** La société a pour objet:

- à titre principal l'exploitation, dans tous pays, du site internet "ENTRE-DIRIGEANTS.COM" ainsi que toutes prestations de services commerciales en découlant;

- à titre accessoire toutes opérations commerciales, juridiques et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet principal ou de nature à en faciliter la réalisation.

**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à trente-et-un mille Euros (31.000,- EUR) représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de dix Euros (10,- EUR) chacune.

La société peut, dans la mesure et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

**Art. 6.** Les Actions de la Société sont exclusivement sous forme nominative.

La Société ne reconnaîtra qu'un seul propriétaire par Action; si une Action est détenue par plus d'une personne, la Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette Action jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme en étant le seul propriétaire dans les relations avec la Société.

**Art. 7.** Tout transfert d'Actions par un Actionnaire (un "Cédant") est soumis à un droit de préemption en faveur des autres Actionnaires conformément à la procédure détaillée ci-dessous:

(a) Tout Actionnaire qui envisage de transférer tout ou partie de ses actions et chaque Actionnaire qui est considéré comme ayant transféré tout ou partie de ses Actions devra en informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée avec accusé de réception et devra indiquer le nom, l'adresse ou le siège du cessionnaire, le nombre d'actions à transférer, le prix, si applicable, et les conditions de paiement (ces actions seront désignées ci-après par les "Actions à Céder"). Dans les quinze jours ouvrables à partir de cette notification, le Conseil d'Administration en informera chaque Actionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise personnelle à l'adresse indiquée dans le registre des Actionnaires. Ces Actions seront considérées comme ayant été offertes par voie de préemption aux autres Actionnaires au même prix et aux mêmes conditions que celles mentionnées dans ladite notification. Si la Cession envisagée n'est pas faite en contrepartie d'une rémunération spécifiée, ces Actions seront considérées comme ayant été offertes à leur juste valeur de marché déterminée conformément aux dispositions ci-après.

(b) Les Actionnaires devront, endéans quarante-cinq (45) jours ouvrables à partir de la date de l'envoi de l'avis, informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée avec avis de réception ou par remise personnelle s'ils souhaitent exercer leur droit de préemption au prorata de leur participation, étant entendu que chaque Actionnaire devra simultanément confirmer s'il accepte d'acquérir des Actions supplémentaires tel que prévu au paragraphe (c) ci-après. Dans les quinze (15) jours ouvrables après la réception du dernier avis de la part des Actionnaires ou après l'expiration de la période de quarante-cinq (45) jours ouvrables mentionnée ci-avant, le Conseil d'Administration informera tous les Actionnaires des droits de préemption exercés ou du défaut d'exercice de ces droits. Si l'offre a été acceptée par les autres Actionnaires pour les Actions à Céder, la Cession sera finalisée dans les quarante-cinq (45) jours ouvrables aux conditions mentionnées ci-avant et une attestation y relative sera délivrée au Conseil d'Administration. Si les droits de préemption ne sont exercés que pour partie des Actions à Céder, alors le Cédant ne sera pas tenu de vendre ses actions aux autres Actionnaires et pourra en disposer conformément au paragraphe d) ci-dessous.

(c) Lorsqu'il exerce son droit de préemption, chaque Actionnaire devra confirmer s'il accepte d'acquérir des Actions supplémentaires au cas où un ou plusieurs autres Actionnaires n'exerceraient pas son ou leur droit de préemption, en spécifiant le nombre maximum d'Actions supplémentaires que chaque Actionnaire sera prêt à acquérir.

(d) Si les droits de préemption n'ont pas été exercés ou si les droits de préemption n'ont pas été exercés pour toutes les actions à Céder par le Cédant, le Cédant peut, endéans trente (30) jours ouvrables après la notification du Conseil d'Administration vendre en une seule opération toutes (mais non pas une partie) des Actions à Céder à l'acquéreur potentiel (ou aux acquéreurs potentiels), dont le(s) nom(s) a(ont) été communiqué(s) au Conseil d'Administration à un prix qui ne peut être inférieur aux prix et conditions indiqués dans la notification au conseil. Au cas où ledit transfert n'est pas finalisé endéans ces trente (30) jours ouvrables, alors les Actions à Céder seront de nouveau soumises au droit de préemption des autres Actionnaires.

Le Cédant devra fournir au Conseil d'Administration une preuve acceptable que le transfert des Actions a été effectué pour toutes les Actions à céder soit aux autres Actionnaires en vertu de leur droit de préemption, soit au bénéfice du ou des acquéreurs dont les noms ont été précédemment communiqués. Le droit de préemption ne peut être exercé que pour le nombre total des Actions à céder, même si les Actions à Céder sont offertes par plusieurs Actionnaires, à condition que ces Actions à Céder soient transférées en une seule opération aux mêmes prix et conditions de paiement au(x) même(s) cessionnaire (s) potentiel(s) indiqué(s) dans la notification.

Le droit de préemption s'applique à toutes sortes de transfert, y compris les transferts d'Actions entre Actionnaires de classes différentes, à l'exception des transferts suivants:

- dévolution par succession ou testament aux héritiers légaux et transferts effectués par des personnes physiques à des parents ou descendants directs;
- transferts d'actions à un Actionnaire qui détient des Actions de la même classe que le Cédant;
- toute autre exception déterminée par un accord entre Actionnaires de la Société qui devra avoir été notifié au Conseil d'Administration.

Les inscriptions de transferts d'Actions ne seront faites dans le registre d'Actionnaires qu'après constat par une résolution du Conseil d'Administration que le transfert est conforme aux dispositions du présent article des Statuts et que

le cessionnaire a adhéré à toute convention entre actionnaires conclue par les Actionnaires de la Société notifiée au Conseil d'Administration.

**Art. 7. (bis).**

**7 bis-1- Principe.** Chaque Actionnaire, y compris la Société, s'interdit formellement de céder à un Tiers, à titre gratuit ou onéreux, tout ou partie des Actions de la Société qu'il détient ou qu'il pourrait être amené à détenir à l'avenir, sans avoir donné aux (autres) Actionnaires la faculté de se porter acquéreurs desdites Actions/ selon la procédure définie dans l'article 7 des présents Statuts.

**7 bis-2- Exceptions.** Les exceptions à l'exercice du droit de préemption sont définies comme suit:

(a) Les Actionnaires pourront transférer tout ou partis de leurs participations à des fonds ou sociétés d'investissements gérés et contrôlés par eux-mêmes ou - dans le cas d'une personne morale - exclusivement par les mêmes Actionnaires, étant précisé, s'agissant des Actionnaires personnes physiques (i) qu'ils devront détenir personnellement et directement au moins 51 % du capital et des droits de vote de cette structure et que (ii) le solde éventuel entre 51% et 100 % devra être détenu directement par les membres de leur famille. Dans ces hypothèses, le droit de préemption visé ci-dessus ne s'appliquera pas.

(b) En cas de transfert d'Actions à une personne ou société faisant l'objet des exceptions décrites ci-dessus sous lettres (i) et (ii), celle-ci devra obligatoirement reprendre les droits et obligations de l'Actionnaire Cédant et adhérer à la Convention, ce dont l'Actionnaire Cédant se porte fort. Tout transfert effectué en application de cet article 7 (bis) devra immédiatement être notifié à l'ensemble des Parties.

(c) Dévolution par succession ou testament aux héritiers légaux et transferts effectués par des personnes physiques à des parents ou descendants directs.

Les inscriptions de transfert d'Actions ne seront faites dans le registre des Actionnaires de la Société qu'après constat par une résolution du Conseil d'Administration que le transfert est conforme aux dispositions du présent article et que le cessionnaire a adhéré à toute convention conclue par les Actionnaires de la Société notifiée au Conseil d'Administration.

**Art. 7(ter). Droit de suite - Droit de forcer la Cession des Actions**

**7ter.-1.- Principe.** (a) Si un (ou plusieurs) Actionnaire (s) décide(nt) de Céder tout ou partie de ses (leurs) Actions représentant plus de 51% du capital social de la Société à une ou plusieurs Parties ou à un Tiers, cet (ces) Actionnaire(s) devra(ont) en informer par écrit les autres Actionnaires (ci-après les "Autres Actionnaires") en leur communiquant toutes les informations essentielles de la transaction envisagée avec le Tiers intéressé, et

- les Autres Actionnaires auront chacun le droit, dans les 20 jours suivant la communication qui leur est faite, d'exiger que la Cession au Tiers intéressé soit faite sous la condition expresse que ledit Tiers acquière également les Actions dont ils sont titulaires, et ce selon les mêmes termes et aux mêmes conditions que la Cession envisagée avec les Actionnaires souhaitant céder leur(s) Action(s) et

- les Actionnaires représentant au moins 90% du capital et des droits de vote de la Société souhaitant céder leurs Actions auront le droit, dans les 20 jours suivant la communication susmentionnée, d'exiger que les Autres Actionnaires cèdent également leurs Actions au Tiers intéressé, et ce selon les mêmes termes et aux mêmes conditions que la Cession envisagée avec les Actionnaires de la Société souhaitant, céder leurs Actions.

(b) Le droit de préemption des Actionnaires prévu par l'article 6 ci-dessus est expressément maintenu.

**7ter.-2.- Calcul du seuil.** Le droit de suite ainsi que le droit de forcer la Cession des Actions conformément à l'article 7 (ter)-1- ci-dessus seront également donnés lorsque les seuils prévus par l'article 7 (ter)-1- ci-dessus (plus de 51 % du capital social de la Société pour le droit de suite et au moins 90 % du capital social de la Société pour le droit de forcer) seront atteints par plusieurs transactions entre les Actionnaires souhaitant céder leurs Actions et le Tiers intéressé au cours d'une période d'une année. Ces droits pourront être exercés lors de la transaction on permettant au Tiers intéressé d'atteindre le seuil précité.

**Art. 7. (quarter).** Toute Cession d'Actions de la Société à un Industriel sera soumise à l'accord préalable d'une majorité renforcée des Actionnaires de la Société représentant au minimum 75 % des droits de vote existants.

**Administration - Surveillance**

**Art. 8.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

**Art. 9.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par écrit, télégramme, télécopie, ou par tout autre moyen de télécommunication informatique.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

**Art. 10.** Toute décision du conseil est prise à la majorité des voix présentes ou représentées. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

**Art. 11.** Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 12.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

**Art. 13.** Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société.

**Art. 14.** La société se trouve engagée soit par la signature conjointe de l'administrateur-délégué et d'un administrateur, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art. 15.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

### Assemblée générale

**Art. 16.** L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Art. 17.** L'assemblée générale annuelle se réunit au siège de la société ou à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier mercredi du mois de mai à 11.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 18.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le dixième (1/10) du capital social.

**Art. 19.** Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

### Année sociale - Répartition des bénéfices

**Art. 20.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

**Art. 21.** Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de pertes et profits.

Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra avec l'approbation du commissaire aux comptes et sous l'observation des règles y relatives, verser des acomptes sur dividendes.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital, sans que le capital exprimé ne soit réduit.

### Dissolution - Liquidation

**Art. 22.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs.

### Disposition générale

**Art. 23.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2009.

La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2010.

#### *Constatation*

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

#### *Souscription et libération*

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1.- Mr Thierry BLIN, préqualifié, sept cent soixante-quinze actions . . . . .	775
2.- Mr Gérard COLLOT, préqualifié, trois cent quatre-vingt-huit actions . . . . .	388
3.- Mme Marie-Thérèse LAUER, préqualifié, trois cent quatre-vingt-sept actions . . . . .	387
4.- Mr Jacky MÜNGER, préqualifié, cinq cinquante-cinq actions . . . . .	155
5.- Mr Christian RICHARD, préqualifié, sept cent soixante-quinze actions . . . . .	775
6.- QUIXLINE.COM S.A. préqualifiée, six cent vingt actions . . . . .	620
Total: trois mille cent actions . . . . .	3.100

Toutes ces actions ont été immédiatement intégralement libérées par versements en espèces, de sorte que la somme de trente-et-un mille Euros (31.000.- EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

#### *Evaluation des frais.*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ 1.600,- EUR.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité des voix, les décisions suivantes:

- 1) L'adresse de la société est fixée à L-8011 Strassen, 275, route d'Arlon.
- 2) Le nombre des administrateurs est fixé à trois, celui des commissaires à un.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2013.

- 1.- Monsieur Thierry BLIN, préqualifié
- 2.- Monsieur Gérard COLLOT, préqualifié et
- 3.- Madame Marie-Thérèse LAUER, préqualifié

3) Monsieur Thierry BLIN, préqualifié, est nommé également administrateur-délégué pour une durée de six ans.

Dans le cadre de la gestion journalière la société sera valablement représentée et engagée par la signature de l'administrateur-délégué.

4) Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'issue de l'assemblée statuant sur l'exercice 2013:

la société anonyme ALPHA EXPERT S.A. ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe (RCS Luxembourg N° B 88.567)

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg en l'étude du notaire Paul DECKER, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: T.BLIN, C.RICHARD, J.MÜNGER, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 novembre 2008. Relation: LAC/2008/47653. Reçu € 155.- (cent cinquante-cinq Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de publication au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Paul DECKER.

Référence de publication: 2008157743/206/253.

(080186613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

**Sim Consulting S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8069 Bertrange, 15, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 143.479.

—  
STATUTS

L'an deux mille huit, le quatre décembre,

Par-devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

Ont comparu:

1.- "MAYA INVEST LIMITED", avec siège social à JE2 3NT Saint-Héliér (Jersey), 3rd Floor, Conway House, 7-9 Conway Street,

représentée par son administrateur, Madame Maria VOET-KEERSMAEKERS, indépendante, demeurant à L-8064 Bertrange, 1, cité Millewee,

2.- "PARAMOUNT ACCOUNTING SERVICES LIMITED", avec siège social à Port Louis (Ile Maurice), 49, Loubourdonnais Street, 5th Floor, C&R Court,

représentée par son administrateur, Monsieur Lucien VOET, expert-comptable, demeurant à L-8064 Bertrange, 1, cité Millewee,

Lesquelles comparantes, représentées comme indiqué ci-avant, a arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'elles constituent par les présentes:

**Dénomination - Siège - Durée - Objet**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "SIM CONSULTING S.A."

**Art. 2.** Le siège de la Société est établi à Bertrange.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique, à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales.

Un tel transfert ne changera rien à la nationalité de la société, qui restera luxembourgeoise. La décision relative au transfert provisoire du siège social sera portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui, suivant les circonstances, est le mieux placé pour y procéder.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 4.**

1. La Société a pour objet principal la consultance, l'aide à la décision, l'élaboration de diagnostics, le conseil, l'organisation et l'étude stratégique, financière, technique, commerciale, informatique et administrative, au sens le plus large (à l'exception d'avis concernant les investissements et placements financiers ou de toute activité de professionnels du secteur financier) à toute entreprise, et de procurer directement ou indirectement une assistance et des services relatifs à la stratégie, à l'administration, à la gestion, à la vente, à la production et à la direction générale de toute entreprise. Elle a aussi pour objet la prestation de services administratifs et informatiques connexes. La Société a également pour objet de contribuer, pour son propre compte ou pour le compte de tiers, ou en collaboration avec des tiers, à l'établissement et au développement d'entreprises, en particulier la gestion intermédiaire, le suivi et l'assistance à la direction ainsi que l'aide à la prise de décisions. La Société peut favoriser et aider à la constitution, au développement et à la restructuration de toute entreprise par un apport, une participation ou toute autre forme d'investissement. La Société a en outre pour objet le développement, l'achat, la vente, la mise à disposition ou la prise sous licence d'octrois, de brevets, de marques, de savoir-faire et d'actifs immatériels et durables semblables.

2. La Société a pour objet la prise de participations / d'intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise ayant un objet similaire, luxembourgeoise ou étrangère, et l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse ou elle est



liée directement ou indirectement (société mère / fille / sœur), de tout concours, prêt, avance ou garantie, l'émission d'obligations, enfin toute activité et toute opération généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

3. La Société peut réaliser toute opération commerciale, technique ou financière en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

### Capital - Actions

**Art. 5.** Le capital social est fixé à trente-deux mille euros (EUR 32.000,00), divisé en mille (1.000) actions de trente-deux euros (EUR 32,00) chacune.

**Art. 6.** Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives dont tout actionnaire pourra prendre connaissance et qui contiendra les indications prévues à l'article trente-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur le dit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés d'un registre à souches et signés par deux administrateurs respectivement par l'administrateur unique.

**Art. 7.** La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier gagiste.

**Art. 8.** Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique peut, sur décision de l'assemblée générale des actionnaires, autoriser l'émission d'emprunts obligataires convertibles sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêts, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Les obligations doivent être signées par deux administrateurs respectivement l'administrateur unique; ces deux signatures peuvent être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe.

### Administration - Surveillance

**Art. 9.** En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si, à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et, s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

**Art. 10.** Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiquée dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée. La présence peut également être assurée par téléphone ou vidéo conférence.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, télégrammes, télex ou fax.

Un administrateur ayant des intérêts personnels opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt personnel opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Lorsque la société comprend un administrateur unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

**Art. 11.** Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux qui seront insérés dans un registre spécial et signé par au moins un administrateur.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signées par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou l'administrateur unique.

**Art. 12.** Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ou par les statuts de la Société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

**Art. 13.** Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Le conseil d'administration peut également déléguer la gestion journalière de la société à un de ses membres, qui portera le titre d'administrateur-délégué.

Pour la première fois l'assemblée générale consécutive à la constitution de la Société peut procéder à la nomination d'un ou de plusieurs administrateur(s)-délégué(s).

**Art. 14.** Le conseil d'administration pourra instituer un comité exécutif, composé de membres du conseil d'administration et fixer le nombre de ses membres. Le comité exécutif pourra avoir tels pouvoirs et autorité d'agir au nom du conseil d'administration que ce dernier aura déterminé par résolution préalable. A moins que le conseil d'administration n'en dispose autrement, le comité exécutif établira sa propre procédure pour la convocation et la tenue de ses réunions.

Le conseil d'administration fixera, s'il y a lieu, la rémunération des membres du comité exécutif.

**Art. 15.** Le conseil d'administration ou l'administrateur unique représente la société en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

**Art. 16.** Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée, en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur et, en cas de pluralité d'administrateurs, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par la signature conjointe d'un administrateur et de l'administrateur-délégué.

**Art. 17.** La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique, qui fixe le nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne peut dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

### Assemblées

**Art. 18.** S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Art. 19.** L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le troisième lundi du mois de juin de chaque année, au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 20.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou le commissaire aux comptes. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant dix pourcent (10%) du capital social.

**Art. 21.** Chaque action donne droit à une voix.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

### **Année sociale - Répartition des bénéfices**

**Art. 22.** L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

**Art. 23.** Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pourcent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pourcent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 24.** La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

### **Disposition générale**

**Art. 25.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour se terminer le trente-et-un décembre 2009.

La première assemblée générale annuelle se réunira en 2010.

#### *Souscription et Libération*

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les comparantes préqualifiées déclarent souscrire les actions comme suit:

1.- "MAYA INVEST LIMITED", prénommée, cinq cents actions . . . . .	500
2.- "PARAMOUNT ACCOUNTING SERVICES LIMITED", prénommée, cinq cents actions . . . . .	<u>500</u>
Total: mille actions . . . . .	1.000

Toutes les actions ont été partiellement libérées à concurrence de vingt-cinq pourcent (25%), par des versements en espèces, de sorte que la somme de huit mille euros (EUR 8.000,00) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement, et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille neuf cent cinquante euros (EUR 1.950,00).

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant les comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Monsieur Maarten SMET, employé privé, né à Antwerpen (Belgique), le 9 octobre 1975, demeurant à B-2850 Boom, Hospitaalstraat 19B 3/2,

b) Monsieur Bart VAN DEN BERGHE, dirigeant de sociétés, né à Deurne (Belgique), le 10 décembre 1980, demeurant à B-2170 Antwerpen, 29, Gildestraat,

c) Madame Simonne VAN DEN EEDE, retraitée, née à Kapellen (Belgique), le 13 avril 1944, demeurant à B-2920 Kalmthout, 214 b5, Achterbroeksesteenweg.

3.- Est appelée aux fonctions de commissaire: "MANGROVE S.à r.l.", ayant son siège social à L-2611 Howald, 183, route de Thionville, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 117.564.

4.- Est nommé administrateur-délégué:

Monsieur Maarten SMET, prénommé.

5.- Les mandats des administrateurs, administrateur-délégué et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an deux mille quatorze.

6.- Le siège social est établi à L-8069 Bertrange, 15, rue de l'Industrie.

Dont acte, fait et passé à Bertrange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux représentants des comparantes, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Voet-Keersmaekers, L. Voet, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 décembre 2008. LAC/2008/49633. Reçu à 0,5%: cent soixante euros (€ 160.-)

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 17 décembre 2008.

Emile SCHLESSER.

Référence de publication: 2008157771/227/231.

(080186377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

### **Electrolux Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 7, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 32.898.

Im Jahre zweitausendacht, am fünften August.

Vor dem unterzeichneten Urbain THOLL, Notar mit dem Amtswohnsitz zu Mersch.

Sind erschienen:

1.- Herr Erny LAMBORELLE, Geschäftsführer, wohnhaft zu Lellingen,

2.- Die anonyme Gesellschaft ELECTROLUX ASSOCIATED COMPANY B.V., mit Sitz zu Amsterdam (NL),

hier vertreten durch Dame Karin SCHU, Privatbeamtin, wohnhaft zu Bereldingen,

auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift datiert vom 23. Juli 2008,

welche nach gehöriger ne varietur Paraphierung durch die Parteien und durch den amtierenden Notar der gegenwärtigen Urkunde beigebogen verbleibt um mit derselben formalisiert zu werden.

Welche Komparenten, vertreten wie erwähnt den amtierenden Notar ersuchen ihnen nachfolgendes zu beurkunden:

1. Sie sind die alleinigen Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung ELECTROLUX LUXEMBOURG S. À R.L. mit Sitz zu L- 1273 Luxembourg, 7, rue de Bitbourg,

eingetragen im Firmenregister Luxemburg unter Nummer 32 898,

gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den Notar Alex WEBER, mit dem damaligen Amtswohnsitz zu Ram-brouch, am 20. Februar 1986, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 150 vom 25. Mai 1987,

deren Statuten abgeändert wurden gemäss Urkunde des vorgenannten Notars Alex WEBER am 22. April 1987, per Auszug veröffentlicht im Mémorial C Nummer 241 vom 2. September 1987, abgeändert gemäss Urkunde des vorgenannten Notars Alex WEBER, mit dem Amtswohnsitz zu Bascharage am 23. Dezember 1988, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 93 vom 10. April 1989, abgeändert gemäss Urkunde des vorgenannten Notars Alex WEBER am 21. Dezember 1989, per Auszug veröffentlicht im Mémorial C Nummer 229 vom 10. Juli 1990, abgeändert gemäss Urkunde des vorgenannten Notars Alex WEBER am 30. März 1990, per Auszug veröffentlicht im Mémorial C 364 vom 8. Oktober 1990, abgeändert gemäss Urkunde des vorgenannten Notars Alex WEBER am 5. Dezember 1991, per Auszug veröffentlicht im Mémorial C Nummer 206 vom 18. Mai 1992, abgeändert gemäss Urkunde des vorgenannten Notars Alex WEBER am 9. März 1994, per Auszug veröffentlicht im Mémorial C Nummer 271 vom 14. Juli 1994, abgeändert gemäss Urkunde des vorgenannten Notars Alex WEBER am 27. September 1994, per Auszug veröffentlicht im Mémorial C Nummer 14 vom 10. Januar 1995, abgeändert gemäss einer ausserordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter unter Privatschrift

beinhaltend die Umwandlung des Kapitals in Euro, abgehalten am 17. November 1999, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 1504 vom 17. Oktober 2002 und für das letzte Mal abgeändert gemäss Urkunde aufgenommen durch den Notar Tom METZLER, mit dem Amtswohnsitz zu Luxemburg-Bonneweg am 20. Januar 2004, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 350 vom 30. März 2004.

2. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt ACHT UND SIEBZIG MILLIONEN EURO (€ 78.000.000,-), eingeteilt in DREI HUNDERT VIERZEHN TAUSEND FUENF HUNDERT ACHT UND ZWANZIG (314.528) Geschäftsanteile ohne Nennwert, welche wie folgt gezeichnet sind:

- Die anonyme Gesellschaft ELECTROLUX ASSOCIATED COMPANY B.V., (im Firmenregister betreffend die Gesellschaft ELECTROLUX LUXEMBOURG S.à r.l. ist die Gesellschaft ELECTROLUX ASSOCIATED COMPANY B.V. unter ihrer früheren Bezeichnung "COMPLAST HOLDINGS B.V." aufgeführt . . . . . 314.527
- Herr Erny LAMBORELLE, vorgeannt . . . . . 1

Sodann erklärten die Komparenten nachfolgendes zu bestätigen, beziehungsweise festzuhalten:

*Uebertragung eines Gesellschaftsanteils*

Sodann erklärte Herr Erny LAMBORELLE, vorgeannt, seinen Anteil an der vorgeannten Gesellschaft "ELECTROLUX LUXEMBOURG SARL" zu zedieren und zu übertragen an die vorgeannte Gesellschaft "ELECTROLUX ASSOCIATED COMPANY B.V.", zum Preise von ZWEI HUNDERT ACHT UND VIERZIG EURO (€ 248,-) was durch deren Vertreter angenommen wird.

Herr Erny LAMBORELLE bekennt sodann den Betrag von ZWEI HUNDERT ACHT UND VIERZIG EURO (€ 248,-) von der Gesellschaft ELECTROLUX ASSOCIATED COMPANGY B.V. erhalten zu haben worüber hiermit Quittung und Titel.

Die Gesellschaft ELECTROLUX ASSOCIATED COMPANY B.V. wird vom heutigen Tage angerechnet Eigentümer, erhält den Genuss, und tritt in die Rechte und Pflichten des ihr übertragenen Anteils.

*Annahme*

Herr Erny LAMBORELLE, vorgeannt, in seiner Eigenschaft als Geschäftsführer der vorgeannten Gesellschaft ELECTROLUX LUXEMBOURG S.À R.L. stimmt dieser Gesellschaftsanteilübertragung zu, in Gemässheit von Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches und erkennt an dass die Übertragung ordentlich zugestellt wurde.

*Ausserordentliche Generalversammlung.*

Und sofort nach dieser Gesellschaftsanteilübertragung hat der nunmehr alleinige Gesellschafter handelnd an Stelle einer ausserordentlichen Generalversammlung folgende Beschlüsse gefasst:

*Erster Beschluss:*

Streichung des siebten Artikels der Satzung  
Der Text von Artikel sieben der Statuten wird gestrichen.

*Zweiter und Letzter Beschluss*

Streichung des elften Artikels der Statuten  
Der Text von Artikel elf der Statuten wird gestrichen.

*Kosten*

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden abgeschätzt auf den Betrag von NEUN HUNDERT EURO (€ 900,-).

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen zu Mersch, in der Amtsstube des amtierenden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehendem an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Schu, Lamborelle, THOLL.

Enregistré à Mersch, le 7 août 2008. Relation: MER 2008/1344. Reçu douze euros 12.00 €

Le Receveur (signé): Muller.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Mersch, den 24. September 2008.

Urbain THOLL.

Référence de publication: 2008157860/232/80.

(080186732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

**P.G.L., Promotions Générales Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 33.016.

*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenu en date du 18 septembre 2008*

A l'unanimité, le Conseil d'Administration:

- décide de transférer le siège social de la société du 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;
- prend acte du changement du siège social du Commissaire aux Comptes, FIN-CONTROLE S.A., au 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Certifié sincère et conforme

Pour PROMOTIONS GENERALES LUXEMBOURG S.A., P.G.L.

Services Généraux de Gestion S.A.

Agent Domiciliaire

Signature

Référence de publication: 2008157162/795/20.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05288. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

**Triton Masterluxco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 70.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 121.037.

*Extrait des résolutions du Conseil de Gérance de la Société prises en date du 26/11/2008:*

«Le Conseil de Gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 8, rue Beck, L-1222 Luxembourg, au 43, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2008.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Triton Masterluxco 2 S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2008157349/9033/16.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05149. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

**DreiP AG et Cie. S.e.c.s., Société en Commandite simple.**

Siège social: L-8017 Strassen, 18, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 143.440.

*Auszug aus dem Gesellschaftsvertrag*

Zwischen

Herrn Jörg Prüßmeier, geb. in D-Bad Oeynhausen am 26.03.1962, wohnhaft: Flat 6, 48A, Ledbury Road, London W11 2AJ als „Kommanditist“

und

DreiP AG (RC B 139.791)

Firmensitz: 18, rue, de la Chapelle, L-8017 Strassen, als „Komplementärin“

Gründungsdatum: 9. Dezember 2008

Gesellschaftssitz: 18, rue de la Chapelle, L-8017 Strassen

Gesellschaftszweck: Gegenstand des Unternehmens ist der An- und Verkauf von Edelmetallen, NE-Metallen, Rohstoffen, Wertpapieren, sonstigen Kapitalforderungen aller Art, „gebrauchten“ Lebensversicherungen, Schmuckgegenständen, Antiquitäten, Kunstgegenständen, Edelsteinen und anderen Waren im eigenen Namen und für eigene Rechnung, die Verarbeitung von Edelmetallen, Nichtedelmetallen und Rohstoffen im eigenen Namen und für eigene Rechnung.

Die Gesellschaft ist berechtigt, alle Geschäfte zu betreiben und alle Maßnahmen zu treffen, die dem vorstehenden Unternehmensgegenstand mittelbar oder unmittelbar zu dienen geeignet sind.

Dauer der Gesellschaft: unbestimmte Zeit.

Stammkapital:	EUR 10.000,00	EUR 10,00
	eingeteilt in 1.000 Anteile zu je	
Beteiligung am Stammkapital:	Herr Jörg Prüßmeier (wie vor)	EUR 9.980,00 = 998 Anteile
	DreiP AG (wie vor)	EUR 20,00 = 2 Anteile
Geschäftsführung:	Dreip AG, einzelzeichnungsberechtigt	

*Für die Gesellschaft*

Unterschrift

Référence de publication: 2008156282/756/32.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX06026. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

### **Urbatecnic S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7540 Rollingen, 179, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 29.834.

#### DISSOLUTION

L'an deux mille huit, le quatorze novembre.

Par-devant Maître Urbain THOLL, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

- 1.- Madame Hilda CASTERMANS, sans état particulier, demeurant à L-7593 Beringen, 29, rue de Beringen,
- 2.- Monsieur André WELTER, ingénieur-conseil, demeurant à L-7593 Beringen, 29, rue de Beringen.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I.- La société à responsabilité limitée «URBATECNIC S.à r.l.», avec siège social à L-7540 Rollingen, 179, route de Luxembourg, a été constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire Gérard LECUIT, alors de résidence à Mersch, en date du 29 décembre 1988, publié au Mémorial C numéro 138 de 1989 et ses statuts ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné en date du 14 novembre 1995. Elle est inscrite au registre de commerce de et à Luxembourg sous le numéro B 29.834.

II.- Le capital social est fixé à UN MILLION DEUX CENT CINQUANTE MILLE (1.250.000,-) FRANCS, soit actuellement TRENTE MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-SIX EUROS SOIXANTE-NEUF CENTS (30.986,69 €), représenté par MILLE DEUX CENT CINQUANTE (1.250) parts sociales, d'une valeur nominale de MILLE (1.000,-) FRANCS, soit actuellement VINGT-QUATRE EUROS SOIXANTE-DIX-NEUF CENTS (24,79 €) chacune, entièrement souscrites et libérées par les comparants chacun pour moitié.

Les comparants, représentant l'intégralité du capital social, ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

#### *Première résolution*

Ils décident de supprimer le premier paragraphe de l'article 18 des statuts.

#### *Deuxième résolution*

Ils déclarent que la société a cessé toutes ses activités et en conséquence:

- ils décident de liquider la société et prononcent sa dissolution,
- ils donnent pleine et entière décharge au gérant,
- ils déclarent que toutes les obligations de la société ont été acquittées et qu'ils répondront encore personnellement de tous les engagements financiers de la société, même inconnus à l'heure actuelle. Ils régleront également les frais des présentes. Tous les actifs de la société leur sont transférés au prorata de leur participation, étant entendu que toute affectation quelconque de l'actif ne pourra avoir lieu avant l'apurement total du passif.
- Partant, la liquidation de la société est achevée et la société est définitivement dissoute et liquidée.
- Les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq ans à L-7593 Beringen, 29, rue de Beringen.

Dont acte, fait et passé à Mersch, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec Nous notaire.

Signé: CASTERMANS - WELTER - THOLL.

Enregistré à Mersch, le 20 novembre 2008. Relation: MER/2008/1876. — Reçu douze Euros 12,- €.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 11 décembre 2008.

Urbain THOLL.

Référence de publication: 2008158589/232/47.

(080187406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

**Fidelity Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 34.036.

Je vous informe par la présente de ma démission de ma fonction d'Administrateur de Fidelity Funds avec effet à la prochaine assemblée générale annuelle du 2 octobre 2008.

Le 24 juillet 2008.

Frank Mutch.

I hereby advise of my resignation as a Director of Fidelity Funds ("the Fund") with effect from the next Annual General Meeting of the Fund on 2nd October, 2008.

I declare that I have no past or present claims against the Fund.

The 24 July 2008.

Frank Mutch.

Référence de publication: 2008159057/711/16.

Enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2008, réf. LSO-CW04083. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

**Ildiko Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 61.685.

*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration du 22 octobre 2008*

- Il est pris acte de la démission de Monsieur Benoît PARMENTIER de son mandat d'Administrateur avec effet au 31 octobre 2008.

- Monsieur Stéphane BAERT, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est coopté en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Benoît PARMENTIER, démissionnaire, avec effet au 31 octobre 2008, et ce pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée générale statutaire de l'an 2009.

- Le siège social de la Société est transféré au 412F, route d'Esch à Luxembourg (L-2086) à compter de ce jour.

- Il est pris acte de la modification, à compter de ce jour, de l'adresse professionnelle des Administrateurs suivants de la Société comme suit:

\* Monsieur Salim BOUREKBA, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

\* Madame Ariane VIGNERON, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

- Il est pris acte du changement de siège social de la société FIN-CONTRÔLE S.A., Commissaire aux comptes de la Société, ayant son siège social désormais situé au 12, rue Guillaume Kroll, Bâtiment F, à Luxembourg (L-1882).

Fait à Luxembourg, le 22 octobre 2008.

Certifié sincère et conforme

ILDIKO HOLDING S.A.

A. VIGNERON / S. BOUREKBA

Administrateur / Administrateur, Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2008158980/795/30.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06307. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.